

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

RECUEIL DES

**INSTRUCTIONS
ET CIRCULAIRES**

2007

S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
INSTRUCTIONS			
1	03/01/2007	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.118 " Fonds National de préparation et d'organisation des neuvièmes (9 ^{èmes}) jeux africains".	7
2	28/01/2007	Modalités de comptabilisation du produit de l'Impôt forfaitaire unique « IFU »	8
2/7	03/04/2007	Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections législatives du 17 mai 2007.	9
3	07/02/2007	Modalités d'application des dispositions de la convention régissant les relations entre le Trésor et les services d'Algérie-Poste en matière de pensions algériennes et MDPES.	11
4	13/02/2007	Acquisition par l'Etat de biens immobiliers auprès de promoteurs publics ou privés.	14
5	14/02/2008	Modalités de fonctionnement du compte courant postal. « Approvisionnement et Dégagement (A/D) »	15
6	14/02/2007	Relations Trésor Algérie Poste. Tenue et gestion des comptes courants postaux des comptables publics et comptabilisation des avoirs créditeurs mis à la disposition du Trésor	21
7	14/02/2007	Fonctionnement du compte courant postal d'ajustement. Ouverture de compte.	25
8	07/03/2007	Gestion comptable de l'observatoire national de l'éducation et de la formation. Création du sous-compte n° 55 au sein du compte 402.003 «établissements publics nationaux –service financier ».	27
9	7/03/2007	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-116 intitulé «Fonds Spécial pour le Développement Economique des Hauts Plateaux »	29
10	07/03/2007	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.089 intitulé « Fonds Spécial de Développement des Régions du Sud »	36
11	21/03/2007	Mensualisation des paiements par virement, des pensions des moudjahidine et ayants droits, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs.	42
12	21/03/2007	Passif des entreprises publiques économiques dissoutes (EPE).	44
13	27/03/2007	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.089 « Fonds spécial de développement des régions du Sud ».	46
14	23/05/2007	Relations Trésor- Algérie Poste. Tenue et gestion des comptes courant postaux des comptables publics et comptabilisation des avoirs créditeurs mis à la disposition du Trésor.	47
15	04/06/2007	Comptabilisation du produit de la redevance au titre de la fiscalité pétrolière	49
16	06/06/2007	Prêt «Fonds Saoudien pour le développement » n° 20/443 financement du projet de construction et équipement d'écoles secondaires dans plusieurs wilayas en Algérie.	51
17	08/07/2007	Apurement des comptes courants postaux classiques des comptes principaux du Trésor et des receveurs des régies financières.	52

18	20/08/2007	Gestion comptable du Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie. Création du sous-compte n° 73 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	54
19	20/08/2007	Gestion comptable du Musée National d'Art Moderne et Contemporain. Création du sous-compte n° 74 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux–service financier ».	56
20	14/11/2007	Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections des membres des assemblées populaires communales et de Wilayas du 29 Novembre 2007.	58
	Instruction interministérielle	Règlement de pensions de moudjahidine concédées à des ressortissants étrangers.	60
CIRCULAIRES			
01	15/01/2007	Codification des Ordonnateurs.	65
02	01/04/2007	Codification des ordonnateurs.	66
03	16/09/2007	Codification des ordonnateurs	67
04	16/09/2007	Codification des ordonnateurs	68
05	27/11/2007	Codification des ordonnateurs	69
06	12/12/2007	Codification des postes comptables.	70

INSTRUCTIONS

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 01 DU 03/01/2007 MODIFIANT ET
COMPLETANT L'INSTRUCTION N° 43 DU 20/12/2006**

O B J E T : - Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.118 " Fonds National de préparation et d'organisation des neuvièmes (9^{èmes}) jeux africains".

R E F E R : - Ordonnance n° 05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 25 ;
- Ordonnance n° 06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006 notamment son article 24 ;
- Décret exécutif n° 06.435 du 27/11/2006 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.118 intitulé " Fonds national pour la préparation des équipes nationales à la participation aux 9^{èmes} jeux africains".
- Instruction n° 42 du 14/11/2005.

En application des dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n° 06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, et du décret exécutif n° 06.435 du 27/11/2006 pris son application, les dispositions de l'instruction n° 42 du 14/11/2005 sont modifiées et complétées comme suit :

II Dispositions comptables

Le compte 302.118 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de L'Etat ;
- les contributions des organismes nationaux
- les dons et legs ;

En dépenses :

- les dépenses liées à la préparation des équipes nationales pour la participation aux 9^{èmes} jeux Africains.

Le reste des dispositions de l'instruction n°42 du 14/11/2005 demeure sans chargement.

Je vous demande de veiller à l'application de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI

Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 02 DU 28/01/2007

O B J E T : - Modalités de comptabilisation du produit de l'impôt forfaitaire unique « IFU »

R E F E R : - Loi n° 06-24 du 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, notamment son article 2.
Lettre n° 2844/MF/DGC/SDR/ du 27/12/2006 de la Direction Générale des Impôts

Les dispositions de l'article 2 de la loi visée en référence, portant loi de finances pour 2007, ont institué un impôt forfaitaire unique «IFU».

Pour permettre la comptabilisation et la répartition du produit en question, il est ouvert au sein de la nomenclature des comptes du Trésor, au groupe 5, compte général 50, le compte 201.001 « produit des contributions directes» et 500.019 «Transfert du produit des taxes au T.P.P/C fonds commun des collectivités locales».

Compte 201.001 ligne 107 intitulée «produit de 5% de l'IFU»
Compte 500.019 ligne 15 intitulée « produit de 05% de l'IFU »

Ces lignes figureront en tant que telle à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des disposition de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution

- Agent Comptable Central du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 02/07 DU 03 AVRIL 2007

O B J E T : - Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections législatives du 17 mai 2007.

R E F E R : - Décret présidentiel n° 07-61 du 15/02/2007 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres ds Assemblées populaires Communales et de wilayas.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections législatives du 17 mai 2007.

I - ENGAGEMENT DES DEPENSES

Afin de permettre une saine comptabilisation des opérations liées au déroulement des élections législatives du 17 mai 2007, la date limite de clôture des engagements de dépenses entrant dans ce cadre est fixée à soixante (60) jours, après la date de clôture officielle du scrutin.

A ce titre, les ordonnateurs concernés sont invités à veiller à ce que tous les engagements de dépenses effectués par leur soins en la matière, soient déposés auprès du contrôleur financier compétent, avant le terme du délai précité.

II- ORDONNANCEMENT ET MANDATEMENT DES DEPENSES

La date limite de dépôt au Trésor des ordonnances et mandats émis par les ordonnateurs compétents dans le cadre des dispositions de la présente instruction, est fixée à soixante cinq (65) jours, après la date de clôture du scrutin.

L'ordonnancement des dépenses est effectué par les services centraux du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, par imputation aux chapitres ci-après :

- **37.05** - « Administration Centrale – élections ».
- **37-05** - « Direction Générale des Transmissions Nationales - élections ».

Au niveau local, le mandatement des dépenses est effectué par les walis, par imputation au chapitre 37.15 "services déconcentrés de l'Etat – élections", sur la base de délégations de crédits, mises en place par les services centraux.

III- CLOTURE DE L'OPERATION "ELECTIONS"

Les opérations comptables liées au déroulement des élections législatives, sont définitivement clôturées à la date du 31 juillet 2007.

IV- PAIEMENT DES DEPENSES

Les dépenses ordonnancées ou mandatées dans ce cadre, sont réglées par les comptables publics conformément aux dispositions de la loi n° 90.21 du 15 août 1990, relative à la comptabilité publique.

V- PAIEMENT DES DEPENSES PAR VOIE DE REGIE

Compte tenu du caractère exceptionnel que revêt l'opération "élection", les dépenses payables par voie de régie ne sont soumises à aucun plafond.

Pour des raisons de commodités et conformément aux dispositions de l'article 13 du décret exécutif n°93-108 du 05 mai 1993 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des régies de recettes et de dépenses, des sous-régies peuvent être créées par les walis au niveau de chaque daïra.

Les justifications des dépenses effectuées par les régisseurs doivent être produites par ces derniers, avant le terme du délai de clôture des engagements fixé ci-dessus, afin de permettre leur engagement et ordonnancement ou mandatement dans les délais requis.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires, sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

- M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- M. le Président de la Cour des Comptes
- M. le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- M. le Chef de l'Inspection des Services Comptables
- M. le Directeur Général du Trésor
- M. le Directeur Général du Budget
- MM. Les Walis
- MM. Les Directeurs Régionaux du Trésor
- M. l'Agent comptable Central du Trésor
- M. le Trésorier Central.
- M. le Trésorier Principal.
- MM. les Trésoriers de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**IINSTRUCTION N° 03 DU 07/02/2007 MODIFIANT ET COMPLETANT
L'INSTRUCTION N° 47 DU 25 DECEMBRE 2006**

O B J E T : - Modalités d'application des dispositions de la convention régissant les relations entre le Trésor et les services d'Algérie-Poste en matière de pensions algériennes et MDPES.

R E F E R : - Loi 2000-03 du 05.08.2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications et notamment son article 116.
- Loi n° 03-22 du 28.12.2003 portant loi de finances pour 2004 et notamment son article 58
- Décret exécutif n° 02-43 du 14/01/2002 portant création d'Algérie poste.
- Instruction n° 04 du 23.03.2004.
- Convention en date du 13.11.2004 régissant les relations entre le trésor et les services d'Algérie – poste.
- Instruction n° 47 du 25/12/2006.

La présente instruction a pour objet de modifier et compléter les dispositions de l'instruction n° 47 du 25/12/2006.

OUVERTURE DE COMPTES

Pour permettre l'imputation jusqu'à ligne002 « avance au trésor Français convention du 08/08/1974 (sans changement).

compte 431.038 : « Paiements au titre des pensions »

Les lignes ci –dessous sont ouvertes au sein du compte 431.038 « Paiements au titre des pensions ».

Ligne 001 : Paiements auprès des caisses du Trésor.

Ligne 002 : Paiements par virement (postal, bancaire ou Trésor).

Ligne 003 : Paiements auprès des bureaux de postes.

Ligne 004 : Paiements auprès des recettes des impôts.

DISPOSITIONS COMPTABLES

1) cas d'une remise ne présentant aucune anomalie (sans changement)

2) cas d'une remise erronée

Dans le cas où cette remise comporte une anomalie, un rejet partiel ou total est adressé au Receveur Principal concerné.

Ce rejet s'effectue par envoi de pièces justificatives erronées, accompagnées d'une note de rejet établie en triple exemplaires dont deux, serviront d'accusé de réception.

Cette note de rejet dont modèle en annexe, indiquera:

- Le montant des pièces rejetées
- La nature des pièces renvoyées.
- Le ou les bureaux de poste concernés.

Pour permettre la régularisation du solde débiteur constaté au niveau du compte 431.044, le Trésorier adressera à l'Agent Comptable Central du Trésor, un exemplaire de la note de rejet comportant l'accusé de réception du Receveur Principal.

Après consolidation et récapitulation de l'ensemble des rejets effectués au titre de la remise mensuelle, une demande de reversement de fonds est présentée par L'Agence Comptable Centrale du Trésor à Algérie –poste.

Dés constatation du reversement, l'Agent Comptable Central du Trésor procédera au transfert des montants revenant à chaque poste comptable, par écriture comptable ferme suivante :

- Débit 110.001 «compte de règlement ouvert à la **Banque d'Algérie**».
- Crédit 500.033/01 « opérations spéciales à transférer par l'Agent Comptable Central du Trésor aux comptables principaux ».

A la réception de ces transferts, les Trésoriers concernés enregistrent l'opération ci-après :

- Débit 500.033/02/99 « opérations spéciales à transférer par l'Agent Comptable Centrale du Trésor aux comptables principaux ».
- Crédit 431.044 « Décaissement au titre des pensions assignées payables auprès des bureaux de poste».

Le reste des dispositions de l'instruction n° 47 du 25/12/2006 demeure sans changement.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

Destinataires :

Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Algérie Poste
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION REGIONALE DU TRESOR DE
TRESORERIE

N°

NOTE DE REJET (1)

- Bureau de poste de :
- Montant de DA :
- Pensions Algériennes :
- Pensions Françaises :
- Pensions Marocaines :
- Autres :

Motif :
.....
.....
.....

DESTINATAIRE :

Monsieur le Receveur principal des postes

De :

Le

Accusé de réception de pièces Ci-dessus indiquées.

Le :

Signé le

Receveur Principal.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE
DE LA COMPTABILITE

وزارة المالية
DIRECTION GENERALE
DU DOMAINE NATIONAL

**INSTRUCTION N° 04 DU 13/02/2007
MODIFIANT ET COMPLETANT DISPOSITIONS DE
L'INSTRUCTION N° 28 DU 21 SEPTEMBRE 1996**

O B J E T : - Acquisition par l'Etat de biens immobiliers auprès de promoteurs publics ou privés.

R E F E R : - Loi n° 82-314 du 30/12/1982 portant loi de finances pour 1983 , notamment ses articles 157 et suivants.
- Décret exécutif n° 91-4 54 du 23/12/1991, notamment son article 15.
- Instruction DGC/DGDN n° 28 DU 21 Septembre 1996 modifiée et complétée, portant acquisition par l'Etat de biens immobiliers auprès de promoteurs publics ou privés.

Les dispositions transitoires prévues par l'instruction n° 28 du 21 Septembre 1996 citée en référence, sont prorogées jusqu'au 31 Décembre 2007.

LE DIRECTEUR GENERAL
DE LA COMPTABILITE

LE DIRECTEUR GENERAL
DU DOMAINE NATIONAL

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N° 05 DU 27/11/2007 MODIFIANT ET COMPLETANT
LA CIRCULAIRE N° 08 DU 21/07/2003**

O B J E T : - Modalités de fonctionnement du compte courant postal.
« Approvisionnement et Dégagement (A/D) »

R E F E R : - Loi n° 2000-03 du 05/08/2000, complétée, fixant les règles Générales relatives à la poste et aux Télécommunications.
- Décret exécutif n° 02-43 du 14 /01/2002 portant création d'Algérie Poste.
- Décret exécutif n° 04-193 du 15/07/2004 relatif à la tenue et à la Gestion des comptes courants postaux des comptables et Régisseurs publics et à l'ouverture dans les écritures de la Banque d'Algérie d'un compte courant au nom « Algérie Poste ».
- Arrêté interministériel n° 30 /sp du 22/09/2005.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du compte courant postal Approvisionnement et Dégagement (A/D).

I- DISPOSITIONS GENERALES

Dans le cadre des relations Trésor -Algérie Poste , les dispositions des articles 16 et suivantes de l'arrêté interministériel visé en référence, ont prévu l'ouverture dans les écritures d'Algérie Poste de comptes courants postaux intitulés « compte d'approvisionnement et de dégageement (A/D) ».

A l'instar des comptes courants postaux classiques de l'ensemble des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières ,les compte courants postaux A/D sont ouverts exclusivement :

- au nom impersonnel de l'agent comptable central du Trésor en qualité de centralisateur auquel sont rattachées la trésorerie centrale et la trésorerie principale ;
- au nom impersonnel des trésoriers de wilaya en qualité de centralisateurs auxquels sont rattachées les régies financières relevant de leur circonscription territoriale.

Les comptables des régies financières sont accrédités du Centre des Chèques Postaux par les comptables centralisateurs auxquels ils sont rattachés.

Ces comptes fonctionnant sans chéquiers, ont vocation de décrire les opérations d'approvisionnement et de dégageement de caisse effectuées par les comptables des régies financières.

Ils permettent également la réalisation des opérations d'apurement des soldes débiteurs ou créditeurs des comptes courants postaux du trésor et des comptables des régies financières.

A cet effet, les comptables principaux du Trésor et les comptables des régies financières effectuent périodiquement des opérations d'apurement de leurs comptes courant postaux classiques sur le compte courant postal «approvisionnement et dégage­ment »

Les opérations enregistrées journallement au compte « ALD » donnent lieu à la délivrance, par Algérie Poste aux trésoriers centralisateurs, d'un relevé quotidien permettant la prise en charge comptable de ces opérations par le Trésor.

Le compte A/D fera l'objet d'un apurement semestriel. Cet apurement est réalisé par vidage sur le compte courant postal « d'ajustement ».

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation dans les écritures des comptables centralisateurs, des opérations d'approvisionnement et de dégage­ment ainsi que les opérations d'apurement des comptes courants postaux classiques des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières, il est ouvert au sein de la nomenclature des comptes du Trésor, au groupe 5, compte général 52, le compte 520.200 intitulé « compte courant postal d'approvisionnement et de dégage­ment ».

Ce compte classé à la rubrique 14 de la situation décadaire, fonctionne dans les seules écritures des comptables principaux du Trésor centralisateurs (ACCT et TW) et enregistre :

- En crédit :

- Les opérations d'approvisionnement effectuées par les comptables des régies financières pour l'alimentation de leur Caisse ;
- Les opérations d'apurement du solde créditeur des comptes courants postaux classiques des comptables des régies financières ;
- Les opérations d'apurement du solde créditeur des comptes courants postaux classiques des comptables principaux du Trésor ;
- Le solde débiteur dégage­ par ce même compte lors de son apurement au profit du compte d'ajustement.

- En débit :

- Les opérations de dégage­ment de l'encaisse effectuées par les comptables des régies financières ;
- Les opérations d'apurement du solde débiteur des comptes courants postaux classiques des comptables des régies financières ;
- Les opérations d'apurement du solde débiteur des comptes courants postaux classiques des comptables principaux du Trésor ;
- Le solde créditeur dégage­ par ce même compte lors de son apurement au profit du compte d'ajustement.

I - Opérations d'Approvisionnement et de Dégage­ment :

Les opérations d'approvisionnement et de dégage­ment de caisse auprès des recettes des postes, sont réalisées à l'initiative des comptables des régies financières, sur le compte courant postal A/D ouvert à cet effet, au nom des comptables centralisateurs de rattachement.

Toutefois , si l'opération de dégage­ment de caisse ne nécessite aucune condition particulière, l'opération d'approvisionnement, quant à elle , ne peut être réalisée par les comptables des régies financières qu'à titre exceptionnel et après autorisation préalable du comptable centralisateur de rattachement.

En effet, de par leur qualité de comptables chargés principalement du recouvrement de la recette publique, les comptables des régies financières ne peuvent procéder systématiquement à des appels de fonds en numéraire.

I-1- Réalisation des opérations d'approvisionnement :

L'opération d'approvisionnement de caisse des comptables des régies financières s'effectue sur la base d'une demande dont modèle joint en annexe I, formulée par le comptable concerné auprès des recettes des postes, 48 heures avant la date de l'opération de retrait de fonds.

Le retrait de fonds est subordonné à la production d'une pièce justificative signée conjointement par le comptable concerné et le représentant local de la poste.

Cette opération donne lieu à la passation des écritures suivantes :

• Au niveau des régies financières :

- Débit 100.002 « Numéraire chez les receveurs des régies financières »
- Crédit 520.004 - 520.006 - 520.010, selon le cas.

• Au niveau des comptables centralisateurs T.W :

- Débit 520.004 - 520.006 - 520.010, selon le cas
- Crédit 520.200 « CCP A/D »

I-2- Réalisation des opérations de dégagement :

Contrairement à l'opération d'approvisionnement, le dégagement de l'encaisse des comptables des régies financières auprès des recettes des postes, peut être réalisé sans préavis préalable.

Le versement est opéré sur la base d'un état de dégagement joint en annexe, appuyé d'un mandat carte libellé au nom impersonnel du comptable donnant lieu à la passation des écritures comptables suivantes :

• Au niveau des régies financières :

- Débit compte 520.004 - 520.006 - 520.010, selon le cas
- Crédit compte 100.002 « Numéraire chez les receveurs des régies financières »

• Au niveau des comptables centralisateurs TW :

- Débit compte 520.200 « CCP A/D »
- Crédit compte 520.004-520.006-520.010, selon le cas

II- Opération d'apurement des CCP classiques :

Les comptables principaux du Trésor et les comptables des régies financières effectuent régulièrement des opérations d'apurement de leur compte courant postal classique sur le compte courant postal A/D.

L'apurement des CCP classique est réalisé pour le montant du solde positif enregistré au niveau de ces comptes.

Il est hebdomadaire pour les CCP des régies financières et semestriel pour CCP des comptables principaux du Trésor.

1) Apurement au niveau des régies financières :

Le montant du solde enregistré, au niveau des CCP régies financières fera l'objet par les receveurs d'un apurement au profit du compte CCP A/D.

Cette opération est réalisée par l'émission, sur le CCP classique d'un chèque au profit du compte courant A/D du comptable centralisateur auquel la regie financière est rattachée.

A la réception du chèque émis par le receveur, Algérie Poste décrira l'opération suivante :

- Débit CCP classique de la régie concernée
- Crédit CCP A/D du comptable centralisateur concerné

A l'émission du chèque, le receveur concerné décrira l'opération comptable suivante :

- Débit 520.004-520.006 ou 520.010, selon, le cas.
- Crédit 520.002 « CCP des receveurs des régies financières »

Dès réception de l'avis quotidien (relevé de compte) du compte courant postal A/D par le comptable centralisateur, ce dernier passera l'écriture comptable suivante :

- Débit compte 520.200 « CCP A/D »
- Crédit compte 520.004 - 520.006 - 520.010, selon le cas

2) Apurement au niveau des comptables principaux du Trésor

A la fin de chaque semestre, le montant du solde enregistré au niveau des CCP classiques des comptables du Trésor fera l'objet par ces derniers d'un apurement au profit du compte courant postal A/D dont ils sont centralisateurs ou du compte courant postal A/D du comptable centralisateur auquel ils sont rattachés (cas du T.C et T.P).

Cette opération s'effectue par l'émission d'un chèque CCP tiré sur leur propre compte classique au profit du compte A/D.

A la réception du chèque, Algérie Poste décrira l'opération suivante :

- Débit compte CCP classique du comptable principal concerné
- Crédit compte CCP A/D du comptable centralisateur concerné

L'émission du chèque donnera lieu au niveau des écritures du comptable concerné à la passation des écritures suivantes :

- Débit compte 520.200 « CCP A/D »
- Crédit compte 520.001 « CCP des comptables principaux » .

Les comptes CCP classiques des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières peuvent fonctionner à découvert.

Dans ce cas, le solde négatif représentant le découvert enregistré par ces comptes, fera l'objet d'un apurement périodique (mensuel ou semestriel) sur le CCP A/D.

Cet apurement est réalisé à la date fixée par note de service ; il est à l'initiative des comptables centralisateurs pour leurs CCP classiques et ceux des comptables non centralisateurs qui leur sont rattachés.

Toutefois, les comptables non centralisateurs doivent adresser une demande écrite avant le jour fixé au comptable centralisateur auquel ils sont rattachés pour l'apurement du solde constaté à cette date au niveau de leur CCP.

- Apurement des soldes négatifs des CCP des comptables principaux du Trésor :

L'opération d'apurement des soldes négatifs des CCP classiques des comptables principaux de Trésor est réalisée par l'ACCT pour le trésorier central et trésorier principal à la demande de ces derniers et par les comptables centralisateurs du compte A/D pour les CCP classiques qu'ils détiennent, où des CCP classiques des régies financières de rattachement.

A la réception des demandes de régularisation du solde négatif constaté au niveau des CCP classiques des comptables concernés, le comptable centralisateur et en l'absence de chéquier, établit en double exemplaires, un bordereau (annexe 3) sur lequel figure l'ensemble des virements à effectuer par les services d'Algérie Poste au profit des CCP classiques concernés.

Dès réception du bordereau de virement, les services d'Algérie Poste procèdent au débit du compte CCP A/D pour le crédit des comptes CCP classiques des comptables concernés.

L'opération d'apurement du solde négatif des CCP classiques des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières donne lieu par ces derniers à la passation des écritures suivantes :

• Au niveau ACCT P/C TC et TP :

- Débit 510.005./01 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux »
- Crédit 520.200 « CCP A/D »

A la réception du bordereau de transfert, le trésorier central ou le trésorier principal passera l'écriture comptable suivante :

- Débit 520.001 « Numéraire chez les comptables principaux »
- Crédit 510.005 :02 « Dépenses diverses à transférer aux comptables principaux ».

• Au niveau TW et ACCT :

- Débit 520.001 « Numéraire chez les comptables principaux »
- Crédit 520.200 « CCP A/D »

• Au niveau TW P/C régies financières :

Trésoreries de wilaya

- Débit 520.004 - 520.006 - 520.010 selon le cas
- Crédit 520200 « CCP A/D »

Régies financières

- Débit 520.002 « CCP des receveurs des régies financières »
- Crédit 520.004 - 520.006 - 520.010 selon le cas

III- Opération d'apurement du compte CCP A/D :

Les soldes des comptes courants postaux A/D font l'objet à leur tour d'un apurement semestriel au profit du CCP d'ajustement.

Cet apurement est réalisé à l'initiative d'Algérie Poste par Vidage au profit du compte d'ajustement.

Dès réalisation de cette opération les écritures suivantes seront effectués :

a) Au niveau des comptables centralisateurs (tw)

Cas du solde débiteur :

- Débit : 510.005/001
- Crédit : 520.200

Cas du solde créditeur :

- Débit : 520.200
- Crédit : 510.005/002

b) Au niveau de l'ACCT :

(Réception du solde dégagé par les CCP A/D)

Cas du solde débiteur :

- Débit : 520.100
- Crédit : 510.005/002

Cas du solde créditeur :

- Débit : 510.005/001
- Crédit : 520.100

c) Au niveau de l'ACCT :

(Apurement du CCP A/D de l'ACCT)

Cas du solde débiteur :

- Débit : 520.100
- Crédit : 520.200

Cas du solde créditeur :

- Débit : 520.200
- Crédit : 520.100

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI

Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

-Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de Wilaya

-Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 06 DU 14/02/2007

O B J E T : - Relations Trésor Algérie Poste.

- Tenue et gestion des comptes courants postaux des comptables publics et comptabilisation des avoirs créditeurs mis à la disposition du Trésor

R E F E R : - Loi n° 2000.03 du 05/08/2000, complétée, fixant les règles générales relatives à la Poste et aux Télécommunications.

- Décret exécutif n° 02-43 du 14/01/2002 portant création d'Algérie Poste.

- Décret exécutif n° 04-193 du 15/07/2004 relatif à la tenue et à la gestion des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics et à l'ouverture dans les écritures de la Banque d'Algérie d'un compte interministériel n° 30/SP du 22/09/2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'arrêté interministériel visé en référence, pris en application du décret exécutif n° 04-193 du 15/07/2004, les services d'Algérie Poste assurent au nom et pour le compte de l'Etat la tenue des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics et mettent à la disposition du Trésor les avoirs créditeurs des titulaires des comptes courants postaux.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de tenue, de gestion et de comptabilisation des opérations entrant dans ce cadre.

Les avoirs cités ci-dessus représentent les dépôts aux CCP des :

- comptables principaux du Trésor ;
- receveurs des impôts, des douanes et des domaines ;
- agents comptables des établissements publics à caractère administratif ;
- régisseurs des budgets de l'Etat et des collectivités Territoriales ;
- comptables des communes ;
- personnes physiques ou personnes morales non dotées d'un comptable ou régisseur public ;
- Banque d'Algérie

Pour des commodités d'ordre pratique et comptable, les titulaires de comptes courants postaux ci-dessus cités sont classés en trois rubriques :

1- les comptables principaux du Trésor et les comptables des régies financières;

2- les autres comptables dont les CCP ne doivent pas présenter de soldes débiteurs ;

3- la Banque d'Algérie et les personnes physiques ou personnes morales non dotées d'un comptable ou régisseur public.

Ne sont pas concernés par les dispositions de l'arrêté interministériel suscité, les avoirs des comptes courants postaux des receveurs destinés aux opérations d'ordre.

II- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour permettre la comptabilisation des écritures de l'agent comptable central du Trésor (ACCT), des avoirs créditeurs des titulaires des comptes courants postaux, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au groupe 4, compte général 40, le compte 401.004 intitulé « dépôt au Trésor des avoirs des titulaires des comptes courants postaux ».

Ce compte tenu contradictoirement par l'ACCT et Algérie Poste, constitue l'interface du compte ouvert au nom du Trésor dans les écritures d'Algérie Poste selon les rubriques prévues à l'article 5 de l'arrêté interministériel précité.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures du Trésor, des dépôts des avoirs des comptes courants postaux, selon les rubriques précitées, le compte 401.004 est subdivisé en quatre (04) lignes qui figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor :

- ligne 001 : « Dépôt des avoirs des comptables principaux du Trésor et des régies financières ».
- ligne 002 : « Dépôt des avoirs créditeurs des autres comptables et régisseurs publics ».
- ligne 003 : « Dépôt des avoirs créditeurs de la Banque d'Algérie, des personnes physiques et personnes morales, non dotées de comptable ou régisseur public ».
- ligne 004 : « mouvement de l'encaisse ».

- fonctionnement du compte 401.004

Ce compte enregistre :

- En crédit

- les avoirs des titulaires des comptes courant postaux ventilés par rubrique, tels que figurant dans les écritures de la poste à la date du 31 décembre 2002.
- Les augmentations d'avoirs consolidés périodiquement par le débit du compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie ».

- En débit

Les diminutions d'avoirs consolidés périodiquement par le crédit du compte 110.001 «compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie».

B – Consolidation des comptes courants postaux :

En vertu de l'article 3 du décret exécutif n  04-193 susvisé, et l'article 23 de l'arrêté interministériel du 22/09/2005, chaque fin de mois, Algérie Poste consolide par rubrique le situation des comptes courants postaux, résultant des opérations retracées dans ses écritures au cours de ce mois.

Les montants de la situation initiale qui constituent la bas de référence à cette consolidation, sont ceux arrêtés au 31/12/2002 et certifiés par la note d'accord signée contradictoirement par l'Agent Comptable Central du Trésor et l'Agent Comptable Centralisateur de l'ex budget Annexe des Postes et Télécommunications.

La position consolidée des soldes mensuels des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics ainsi que la Banque d'Algérie et des personnes physiques ou morales non dotées de comptes ou de régisseurs publics, est retracée à un compte ouvert au nom du Trésor dans les écritures d'Algérie Poste, selon les rubriques citées ci-dessus.

Algérie Poste transmet, à la fin de la première décade du mois suivant, à l'agent comptable central du Trésor les états récapitulatifs de la variation consolidée et constatée au niveau de chaque rubrique.

Le même jour, Algérie Poste communique à la Direction Générale du Trésor un état récapitulatif des situations consolidées mentionnant la variation des avoirs créditeurs de la Banque d'Algérie, des personnes physiques ou morales non dotées de comptes ou de régisseurs publics dont le dépôt au Trésor est rémunéré.

La variation de cette position donne lieu à un règlement par le Trésor ou par Algérie Poste, selon que la position consolidée précitée est positive ou négative.

C - Règlement des variations :

En cas de variation positive de la position consolidée des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics (rubrique 1 et 2) et du solde consolidé des avoirs créditeurs de la Banque d'Algérie ainsi que des personnes physiques ou morales non dotées d'un compte ou régisseur public (rubrique 3) Algérie Poste procède au règlement du Trésor, par le système ARTS.

En cas de variation négative de ces positions et des avoirs créditeurs cités ci-dessus, l'Agent Comptable Central du Trésor procède par l'intermédiaire du système ARTS au règlement de cette variation au profit d'Algérie poste.

D - Comptabilisation des opérations de variation au titre des comptes courants postaux classés

Au vu de l'avis de débit ou de crédit représentant le règlement par le système ARTS et sur la base de l'état récapitulatif communiqué par Algérie Poste, les écritures suivantes sont réalisées :

- Au titre des variations positives :

Dès réception de l'avis de crédit, l'Agent Comptable Central du Trésor, procède suivant les rubriques concernées, à la passation des écritures ci-après :

- Débit 110.001 «compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie».
- Crédit

et ou

- Crédit 401.004 ligne 003 «avoirs créditeurs de la Banque d'Algérie des personnes physiques ou morales non dotées de comptes ou régisseurs publics», selon le cas.

- Au titre des variations négatives :

Dès réception de l'avis de débit, l'Agent Comptable Central du Trésor, procède suivant les rubriques concernées à la passation des écritures ci-après :

- Crédit 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie ».
- Débit 401.004 ligne 002 « avoirs créditeurs des autres comptables et régisseurs publics ».

et ou

- Débit 401.004 ligne 003 « avoirs créditeurs de la Banque d'Algérie des personnes physique ou morales non dotées de comptes ou régisseurs publics ». selon le cas.

Comptabilisation des opérations de variation au titre des comptes courants postaux classes à la rubrique 01

Les opérations résultant du règlement des variation et concernant les comptes courant postaux de la rubrique 01, comptables principaux du Trésor (ACCT-TC-TP-TW) et comptables des régies financières (Impôts-Douanes et Domaines) seront constatées à un compte d'ajustement ouvert dans les écritures d'Algérie Poste au nom de l'agent comptable central du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 07 DU 14/02/2007

O B J E T : - Fonctionnement du compte courant postal d'ajustement.
- Ouverture de compte.

R E F E R : - Loi n° 2000.03 du 05/08/2000, complétée, fixant les règles générales relatives à la Poste et aux Télécommunications.
- Décret exécutif n° 02-43 du 14/01/2002 portant création d'Algérie Poste.
- Décret exécutif n° 04-193 du 15/07/2004 relatif à la tenue et à la gestion des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics et à l'ouverture dans les écritures de la Banque d'Algérie d'un compte courant au nom « Algérie Poste ».
- Arrêté interministériel n° 30/SP du 22/09/2005.

I - DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 14 de l'arrêté interministériel visé en référence, pris en application du décret exécutif n° 04-193 du 15/07/2005, les opérations résultant du règlement de la variation de la position consolidée des soldes mensuels des comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières sont constatées à un compte courant postal d'ajustement ouvert dans les écritures d'Algérie Poste au nom de l'agent comptable central du Trésor (ACCT).

La présente instruction a pour objet de préciser, les modalités pratiques de comptabilisation des opérations entrant dans ce cadre.

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte courant postal d'ajustement mouvementé par Algérie Poste représente la contre partie du règlement périodique qui intervient par l'intermédiaire du compte courant à la Banque d'Algérie entre le Trésor et Algérie Poste .

Ce compte enregistre les règlements réciproques entre Algérie Poste et le Trésor, relatifs aux comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières.

Il retrace, au niveau d'Algérie Poste :

- Au crédit, le versement par la Trésor à Algérie Poste de la variation lorsque celle-ci est négative
- Au débit, le versement au Trésor par Algérie Poste de la variation lorsque celle-ci est positive.

Ce compte est suivi contradictoirement à travers le compte n° 520.100 qui est ainsi ouvert dans les écritures de l'ACCT sous l'intitulé «Compte courant postal d'ajustement».

Ce compte permettra la comptabilisation dans les écritures de l'agent comptable central du Trésor (ACCT), des règlements réciproques entre Algérie Poste et le Trésor public, relatifs aux variations positives ou négatives des comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières.

Il enregistre, au niveau de l'ACCT :

- En crédit

- Le versement au Trésor, par Algérie Poste de la variation périodique de l'ensemble des soldes des comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières lorsque celle-ci positive,
- Le solde créditeur dégagé à la date du 31/12/2002 par les comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières et imputé initialement à la ligne 001 du compte 401.004 « dépôt au Trésor des avoirs des titulaires des comptes courants postaux »
- Les opérations de crédit lors de l'apurement des comptes courants postaux Approvisionnement/Dégagement (A/D) des comptables centralisateurs du Trésor.

- En débit

- Le versement par le Trésor, à Algérie-Poste de la variation périodique de l'ensemble des soldes des comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières lorsque celle-ci est négative,
- Les opérations de débit lors de l'apurement des comptes courants postaux Approvisionnement/Dégagement des comptables centralisateurs du Trésor.

II-1- Modalités de fonctionnement :

Chaque fin de mois, Algérie Poste procède à la consolidation de la situation des comptes courants postaux des comptables principaux du Trésor et des comptables des régies financières.

Algérie Poste transmet, à la fin des la première décade du mois suivant, à l'ACCT l'état récapitulatif de la variation constatée de cette consolidation.

Les opérations résultant du règlement des variations négatives ou positives, sont portées au débit ou au crédit du compte 520.100, par l'intermédiaire du compte de règlement.

Les compte 520.100 est crédité initialement du solde de la rubrique CCP des comptables du Trésor et des régies financières consolidé à la date du 31/12/2002 et imputé à la ligne 001 du compte 401.004 « compte de dépôt au Trésor d'Algérie Poste».

De même, il est débité ou crédité des opérations d'apurement des comptes courants postaux approvisionnement et dégageant.

Après réalisation de l'opération d'apurement des CCP A/D et du règlement de la variation constatée au profit du Trésor ou d'Algérie Poste selon qu'elle soit positive ou négative, le compte courant postal d'ajustement devra présenter un solde nul.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI

Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°08 DU 07 Mars 2007

O B J E T : - Gestion comptable de l'observatoire national de l'éducation et de la formation.
- Création du sous-compte n° 55 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

R E F E R : - Décret exécutif n° 03-406 du 05 novembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de l'observatoire national de l'éducation et de la formation.
- Arrêté n° 04 du 06/03/2007 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'observatoire national de l'éducation et de la formation.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n° 03-406 du 05 novembre 2003 visé en référence, a créé l'observatoire national de l'éducation et de la formation.

Cet observatoire est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n° 04 du 06/03/2007 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'observatoire sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cet observatoire, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 55 intitulé « Observatoire National de l'Education et de la Formation».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 551 : Exercice courant,
- 553 : OHB.

Le sous-compte 55 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les contributions éventuelles d'établissements ou d'organismes nationaux ou internationaux ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource liée à l'activité de l'observatoire.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toute autre dépense liée à la réalisation du programme et des missions de l'observatoire.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI

Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Education Nationale
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Observatoire National de l'Education et de la Formation
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°09 DU 7/03/2007

O B J E T : - Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-116 intitulé « Fonds Spécial pour le Développement Economique des Hauts Plateaux »

R E F E R : - Loi n° 03-22 du 28/12/2003, portant loi de finances pour 2003 notamment son article 67;
- Ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 22 ;
- Décret exécutif n° 06-486 du 23 décembre 2006 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.116 « Fonds spécial pour le développement économique des Hauts Plateaux» ;

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 22 de l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, portant loi de finances complémentaire pour 2006.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n° 302.116 ouvert par l'article 22 de la loi de finances complémentaire pour 2006 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année. Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit, et fonctionne dans les écritures du Trésorier Central et des Trésoriers de wilaya.

L'ordonnateur principal de ce Fonds est le Ministre chargé des Finances.

Le compte 302.116 enregistre:

En recettes :

- Les dotations du budget de l'Etat à concurrence de 3% des recettes de la fiscalité pétrolière ;
- Toutes autres ressources contributions ou subventions éventuelles ;
- Les dotations budgétaires allouées annuellement dans le cadre du programme complémentaire de développement des Hauts Plateaux.

En dépenses :

- Le financement total ou partiel des programmes et projet infrastructurels de développement des régions des Hauts-Plateaux.
- Les soutiens aux investissements productifs dans la région ;
- Le financement temporaire du programme complémentaire de développement des Hauts-Plateaux.

Les programmes financés par ce fonds sont décidés en conseil des Ministres.

Les collectivités territoriales bénéficiaires du financement du fonds sont les wilayas de : EL BAYADH, NAAMA, SAIDA, TIARET, DJELFA, M'SILA, BATNA, KHENCHELA et TEBESSA, ainsi que les communes de :

- AIN TALLOUT
- BENI SEMIEL
- AZAILS
- SEBDOU
- BENI SNOUS
- AIN GHORABA
- BENI BAHDEL
- BENI BOUSSAID
- EL ARICHA
- SIDI DJLALI
- ELBOUIHI
- ELGOR (wilaya de Tlemcen)
- TENIRA
- OUED SEFIOUN
- HASSI DAHOU
- BENACHIBA CHELIA
- TELAGH
- TEGHALIMET
- DHAYA
- MEZAOUROU
- MOULAY SLISSEN
- EL HA ÇAIBA
- AIN TINDAMINE
- SIDI ALI BEN YOUB
- CHETOUANE BELAILA
- RAS ELMA
- OUED SBAA
- REDJEM DEMOUCHE
- MARHOUM
- SIDI CHAIB
- BIR EL HAMMAM
- MERINE
- OUED TAOURIRA
- TAOUDMOUT
- TAFFISSOUR
- M'CID (wilaya de Sidi Bel Abbés)
- AIN OULMANE
- OULLED SI AHMED
- AIN AZEL
- BEIDHA BOURDJ
- AIN LAHDJAR
- SALAH BEY
- HAMMA
- OULED TEBBEN
- RASFA
- BOUTALEB
- HAMMAM SOUKHNA
- TAYA
- TELLA
- EL OULDJA (la wilaya de Sétif)
- BOURDJ BOU ARRERIDJ
- A L YACHIR
- BELIMOUR
- EL ANACEUR
- EL HAMADIA
- EL KSOUR
- EL ACH
- RABTA (la wilaya de B.B.Arrirdj)
- AIN ZITOUN
- ZORG
- EL FDJOU DJ BOUGHRARA SAOUDI
- F'KIRINA
- OUED NINI
- EL BELALA
- BEHIR CHERGUI
- RAHIA
- MESKIANA
- DHALA
- BERRICHE
- EL DJAZIA
- AIN EL BEIDA (la wilaya d'Oum El Bouaghi)
- CHABOUNIA
- BOUGHZOUL
- BOUAICHOUNE
- SANEG
- DERRAG
- AZIZ
- OUM EL DJELLIL
- KSAAR EL BOUKHARI
- MEFTAH
- OULED MAAREF
- EL OUINET
- AIN BOUCIF
- SIDI DAHED
- AIN OUKSIR
- KEF LAKHDAR
- CHELALET EL ADHAOURA
- CHENIGUEL
- TAFRAOUT
- SIDI ZAHAR
- DJOUAB (la wilaya de Médéa)
- KHMISTI
- LAYOUNE
- THENIET EL HAD
- AMMARI
- SIDI ABED
- MAACEM
- BOURDJ EL EMIR ABDELKADAR
- TISSEMSILT
- OULED BESSEM (la wilaya de Tissemsilt)
- DECHMIA
- SOUR EL GHOZLANE
- RIDANE
- MAAMOURA
- DIRAH
- HADJERA ZERGA

- TAGUEDITE
- MEZDOUR
- BORDJ OKHRISS
- EL HAKIMIA (la wilaya de Bouira)
- TADJENANET
- OULED KHALOUF
- EL MECHIRA (la wilaya de Mila)
- BIR BOUHOUCHE
- SAFEL EL OUIDANE
- TERRAGUELET
- OUM EL ADHAIM
- M'DAOUROUCHE
- OUED KEBRIT
- DREA
- TAOURA
- SIDI FREDJ (la wilaya de Souk Ahras)

Les dépenses inhérentes au programme complémentaire de développement des Hauts-Plateaux, sont exécutés par les ordonnateurs concernés conformément à la réglementation en vigueur.

Les actes d'engagement, de liquidation et d'ordonnement des opérations d'investissements du programme complémentaire de développement des hauts plateaux, exécutés sur le compte d'affectation spéciale n° 302.116 sont effectués par les Ministres et les Walis concernés par les projets inscrits à leur indicatif conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret visé en référence, le programme complémentaire des Hauts-Plateaux est mis en œuvre à travers les programmes d'actions dans le cadre des budgets annuels.

Les dépenses imputées au compte d'affectation spéciale n° 302.116 sont exécutées conformément à la nomenclature portant classification des investissements publics en vigueur.

Les Ministres et les Walis concernés sont tenus d'adresser trimestriellement au Ministre chargé des Finances, une situation retraçant l'état d'avancement des projets inscrits à leurs indicatif, ainsi qu'une situation relative à la consommation des dotations Budgétaires qui leur sont allouées.

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

1- Imputation des dépenses d'équipement au titre du programme spécial des Hauts-Plateaux

Pour permettre la réalisation des opérations d'équipement relevant du programme spécial des Hauts-Plateaux entrant dans le cadre des dispositions de la présente instruction, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au groupe 2, compte général 20, section 2, les comptes ci-après :

- **Compte n° 202.016** : Dépenses d'équipement au titre programme spécial de développement économique des Hauts-Plateaux.
- **Compte n° 202.017** : Dépenses effectuées au titre PCD (programme spécial de développement économique des Hauts-Plateaux).

Le compte n° 202.016 sus désigné comporte les lignes ci-après :

- ligne 001 : Industries manufacturières
- ligne 002 : Mines et Energie
- ligne 003 : Agriculture et Hydraulique
- ligne 004 : Services productifs
- ligne 005 : Infrastructures économiques et Administratives
- ligne 006 : Education et formation
- ligne 007 : Infrastructures socio-culturelles
- ligne 008 : Habitat
- ligne 009 : Divers.

2- Réalisation des opérations comptables :

A- Comptabilisation des recettes :

A-1- Mise en place de la dotation Budgétaire :

En vertu des dispositions des textes visés en référence, le compte n° 302.116 reçoit en crédit, les dotations Budgétaires destinées à couvrir les dépenses relatives aux opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme spécial de développement économique des Hauts-Plateaux

Pour permettre l'individualisation des opérations effectuées dans ce cadre, il est ouvert au sein du compte n° 302.116 les lignes ci-après :

Ligne 001 : programme sectoriel centralisé. Cette ligne enregistre :

- **au niveau du trésorier central** : Les opérations du programme spécial de développement économique des Hauts-Plateaux centralisées et exécutées par les Ministres en leur qualité d'ordonnateurs primaires et les responsables des établissements publics à caractère administratif, à caractère national.

- **au niveau des trésoriers de wilaya** : Les opérations de ce même programme centralisées, dont l'exécution est confiée par voie d'extrait d'autorisation de programme et de crédit de paiement, par les Ministres de tutelle concernés, aux directeurs d'exécutifs et aux responsables des établissements publics à caractère administratifs au niveau local.

Ligne 002 : programme sectoriel déconcentré (walis ordonnateurs uniques). Cette ligne ne fonctionne qu'au niveau des trésoriers de wilaya et enregistre les seules opérations du plan sectoriel déconcentré inscrites au titre du programme spécial de développement économique des Hauts-Plateaux à l'indicatif des walis et exécutées par leurs soins en leur qualité d'ordonnateurs uniques.

Conformément à l'article 29 de la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique et dans la limite de leurs attributions et sous leur responsabilité, les walis peuvent donner délégation de signature à des fonctionnaires placés sous leur autorité directe.

Ligne 003 : plans communaux de développement.

Conformément à l'article 03 du décret exécutif précité, les dotations budgétaires des opérations d'investissements Publics inscrites au titre du programme complémentaire de développement des Hauts Plateaux, font l'objet d'une décision de notification, par le Ministre des Finances, aux ordonnateurs concernés.

Cette décision vaut ordre de virement du compte des dépenses d'équipement au compte d'affectation spéciale n° 302.116 et donne lieu à la passation des écritures ci-après :

- au niveau du Trésorier Central :
- débit compte n° 202.016, ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302.116, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné
- au niveau des Trésoriers de wilaya :
- débit compte n° 202.016 ou, 202.017 selon le cas, ligne du secteur concerné,
- crédit compte n° 302.116 ligne 001,002 et 003 selon le cas, rubrique de l'ordonnateur concerné.

Les montants virés au crédit du compte n° 302.116 au titre des dotations budgétaires ainsi que les dépenses y afférentes, sont retracées à travers une comptabilité auxiliaire par chapitre et par opération.

-A-2- Mise en place des ordonnances de délégation de crédits dans le cadre du programme sectoriel centralisé au profit des ordonnateurs secondaires des notifications de dotations budgétaires aux établissements publics à caractère administratif locaux.

Les ordonnances portant délégation de crédits aux ordonnateurs secondaires ainsi que les décisions de notification des dotations budgétaires au profit des établissements publics à caractère administratif sous tutelle, notifiées par les ministres dans le cadre du programme spécial des Hauts-Plateaux au trésorier central et aux trésoriers de wilaya donnent lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

- au niveau du trésorier central :

Dès réception de l'ordonnance de délégation de crédits ou de la notification de la dotation budgétaire, le trésorier central procède par voie de contrepartie à :

- la réduction du débit du compte n° 202-016, ligne du secteur concerné
- la réduction du crédit du compte n° 302-116 ligne 001 rubrique de l'ordonnateur concerné.

Après passation des écritures comptables décrites ci-dessus, le trésorier central procède par voie de fax, à la notification aux trésoriers de wilaya concernés, des crédits délégués et/ou des dotations budgétaires les concernant

- au niveau des trésoriers de wilaya :

A la réception du fax, les trésoriers de wilaya prennent en charge les crédits délégués et/ou dotations budgétaires par voie d'écriture ferme, ainsi qu'il suit :

- débit compte n° 202-016 ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302-116 ligne 001 rubrique de l'ordonnateur concerné.

-A-3- Mise en place des ordonnances de retrait de délégations de crédits dans le cadre du Programme sectoriel centralisé

Les retraits de crédits sont effectués dans les mêmes formes et sont notifiés par voie de fax et donnent lieu à la passation d'écritures comptables ainsi qu'il suit :

• au niveau du trésorier central :

- débit compte n° 202-016 ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302-116 ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné

• au niveau des trésoriers de wilaya :

Les trésoriers de wilaya procèdent à l'annulation à leur niveau du montant du retrait par voie de contrepartie comme suit :

- réduire débit compte n° 202-016 ligne du secteur concerné
- réduire crédit compte n° 302-116 ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné (programme sectoriel centralisé).

En cas d'insuffisance de crédits, permettant la prise en charge du retrait ordonné, le trésorier de wilaya concerné doit en informer immédiatement le trésorier central par voie de fax, pour permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées en relation avec le secteur concerné.

-A- 4- Prise en charge des délégations de crédits sur les reliquats des années antérieures

1°) Délégations de crédits sur reliquats des années antérieures

A la réception des délégations de crédits sur les reliquats des années antérieures, le trésorier central procède à leur vérification et à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n° 302-116 ligne 001 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n° 500-001/001 « opérations diverses à classer et à régulariser » rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n° 500-001/001
- crédit compte n° 500-005/001 « recettes diverses à transférer aux comptables principaux »

A la réception du transfert de recettes, les trésoriers de wilaya procèdent à la réalisation des opérations ci-après, par écriture ferme :

- débit compte n° 500-005/002
- crédit compte n° 302-116 ligne 001 (programme sectoriel centralisé)

Le crédit ainsi comptabilisé sera positionné en comptabilité auxiliaire au niveau des « reliquats années antérieures ».

2°) Retrait de crédits sur années antérieures :

- au niveau des trésoriers de wilaya :

Dès réception de la délégation de retraits de crédits sur années antérieures, les trésoriers de wilaya procèdent à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n° 302-116 ligne 001 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n° 500-001/001 rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n° 500-001/001
- crédit compte n° 500-005/001

- au niveau du trésorier central :

Dès réception du transfert, le trésorier central procèdera à la passation des écritures comptables ci-après :

- débit compte n° 500-005/002
- crédit compte n° 302-116 ligne 001 (programme sectoriel centralisé).

Au niveau de la comptabilité auxiliaire le montant du retrait doit apparaître dans la rubrique reliquats «années antérieures».

B - Ordonnancement, mandatement et règlement des dépenses.

Les dépenses imputables au compte d'affectation spéciale n° 302.116 sont ordonnancées ou mandatées conformément aux règles de la comptabilité publique, par les ordonnateurs concernés, pour les opérations d'équipement public inscrites à leur indicatif, au titre du programme spécial des Hauts-Plateaux.

Elles sont payables à hauteur des autorisations de programme et dans la limite des crédits de paiement alloués par secteur et chapitre d'imputation budgétaire.

Les dépenses de l'espèce, sont soumises au visa préalable du contrôleur financier conformément à la réglementation en vigueur.

Les ordonnances et mandats de paiement appuyées des pièces justificatives assorties de la mention de service fait, émises dans ce cadre et admises en dépenses par le trésorier central et les trésoriers de wilaya, donnent lieu à la passation des écritures suivantes :

• au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n° 302.116, ligne 001, rubrique du secteur concerné.
- crédit compte financier de règlement

- au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n° 302.116 lignes concernées
- crédit compte financier de règlement.

Les dépenses enregistrées au compte n° 302-116 sont retracées par le trésorier central et les trésoriers de wilaya dans une comptabilité auxiliaire par secteur et par chapitre.

Le solde créditeur dégagé en fin d'année au compte n° 302.116 lignes 001, 002 et 003 est repris en balance d'entrée au titre de l'année suivante.

Ce solde doit correspondre aux reliquats des crédits figurant au niveau des différents chapitres et secteurs concernés des programmes sectoriel et PCD.

III- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n°302.116, une situation retraçant par ligne et par secteur les crédits délégués, les dépenses effectuées, le solde disponible et le taux d'exécution, sera transmise mensuellement par le trésorier central et les trésoriers de wilaya à la Direction Générale du Budget.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères (et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

INSTRUCTION N° 10 DU 07/03/2007

O B J E T : - Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 intitulé
« Fonds Spécial de Développement des Régions du Sud »

R E F E R : - Ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finance complémentaire pour 2006, notamment son article 23 ;
- Décret exécutif n° 06-485 du 23 Décembre 2006 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.089 « Fonds Spécial de Développement des Régions du Sud » ;
- Instruction n° 10 du 16/04/2001 modifiée et complétée.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 23 de l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, portant loi de finances complémentaire pour 2006.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n° 302.089 est mouvementé par le Ministre chargé des Finances en sa qualité d'ordonnateur principal et fonctionne dans les écritures du Trésorier Central, Trésorier Principal et Trésoriers de wilaya concernés.

Ce compte enregistre :

En recettes :

- Les dotations du budget de l'Etat à concurrence de 2% de la fiscalité pétrolière ;
- Toutes autres ressources contributions on subventions éventuelles ;
- Les dotations budgétaires allouées annuellement dans le cadre du programme spécial de développement des wilayas du Sud.

En dépenses :

- Le financement des opérations de développement des régions du sud, en accordant la priorité aux projets structurants.
- Le financement temporaire du programme spécial de développement des wilayas du sud.

Les projets financés par ce fonds sont décidés en conseil des Ministres.

Les collectivités territoriales bénéficiaires du financement du fonds sont les wilayas d'Adrar, Bechar, Tindouf, Biskra, El Oued, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Illizi et Tamanrasset.

Les dépenses inhérentes au programme spécial de développement des régions du sud sont exécutées par les ordonnateurs concernés conformément à la réglementation en vigueur.

Les actes d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement des opérations d'investissements des wilayas du sud, exécutés sur le compte d'affectation spéciale n° 302.089 sont effectués par les Ministres et les Walis concernés pour les projets inscrits à leur indicatif conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret visé en référence, le programme de développement des régions du sud est mis en œuvre à travers les programmes d'actions dans le cadre des budgets annuels.

Les dépenses imputées au compte d'affectation spéciale n°302.089 sont exécutées conformément à la nomenclature portant classification des investissements publics en vigueur.

Les Ministres et les Walis concernés sont tenus d'adresser trimestriellement au Ministre chargé des Finances, une situation retraçant l'état d'avancement des projets inscrits à leurs indicatifs, ainsi qu'une situation relative à la consommation des dotations Budgétaires qui leur sont allouées.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

- 1- Imputation des dépenses d'équipement au titre du programme spécial des Régions du Sud

Pour permettre la réalisation des opérations d'équipement relevant du programme spécial des régions du sud entrant dans le cadre des dispositions de la présente instruction, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor,

au groupe 2, compte général 20, section 2, les comptes ci-après :

- Compte n° 202.018 : Dépenses d'équipement au titre programme spécial de développement des régions du sud.
- Compte n° 202.019 : Dépenses effectuées au titre PCD (programme spécial de développement des régions du sud).

Le compte n° 202.018 sus désigné comporte les lignes ci-après :

- ligne 001 : Industries manufacturières
- ligne 002 : Mines et Energie
- ligne 003 : Agriculture et Hydraulique
- ligne 004 : Services productifs
- ligne 005 : Infrastructures économiques et Administratives
- ligne 006 : Education et formation
- ligne 007 : Infrastructures socio-culturelles
- ligne 008 : Habitat
- ligne 009 : Divers.

2- Réalisation des opérations comptables :

A- Comptabilisation des recettes :

A-1- Mise en place de la dotation Budgétaire :

En vertu des dispositions des textes visés en référence, le compte n°302.089 reçoit en crédit, les dotations Budgétaires destinées à couvrir les dépenses relatives aux opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme spécial de développement des régions du sud.

Pour permettre l'individualisation des opérations effectuées dans ce cadre, la structure du compte 302.089 est réaménagée comme suit :

Ligne 001 : Ministère chargé des Finances (Trésorerie principale).

Ligne 002 : Gestion walis (trésoriers de wilaya).

Ces lignes continueront à fonctionner au niveau du trésorier principal et des trésoriers de wilaya selon les conditions prévues par l'instruction n° 10 du 16/04/2001, modifiée et complétée.

Ligne 003 : programme sectoriel centralisé.

Cette ligne enregistre :

- au niveau du trésorier central : Les opérations du programme spécial de développement des régions du sud centralisées et exécutées par les Ministres en leur qualité d'ordonnateurs primaires et les responsables des établissements publics à caractère administratif, à caractère national.

- au niveau des trésoriers de wilaya : Les opérations de ce même programme centralisées, dont l'exécution est confiée par voie d'extrait d'autorisation de programme et de crédit de paiement, par les Ministres de tutelle concernés, aux directeurs d'exécutifs et aux responsables des établissements publics à caractère administratifs au niveau local.

Ligne 004 : programme sectoriel déconcentré (walis ordonnateurs uniques). Cette ligne ne fonctionne qu'au niveau des trésoriers de wilaya et enregistre les seules opérations du plan sectoriel déconcentré inscrites au titre du programme spécial de développement des régions du sud à l'indicatif des walis et exécutées par leurs soins en leur qualité d'ordonnateurs uniques.

Conformément à l'article 29 de la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique et dans la limite de leurs attributions et sous leur responsabilité, les walis peuvent donner délégation de signature à des fonctionnaires placés sous leur autorité directe.

Ligne 005 : plans communaux de développement.

Conformément à l'article 04 du décret exécutif précité, les dotations Budgétaires des opérations d'investissements Publics inscrites au titre du programme spécial de développement des wilaya du sud, font l'objet d'une décision de notification, par le Ministre des Finances, aux ordonnateurs concernés.

Cette décision vaut ordre de virement du compte des dépenses d'équipement au compte d'affectation spéciale n° 302.089 et donne lieu à la passation des écritures ci-après :

• au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n° 202.018, ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302.089, ligne 003, rubrique de l'ordonnateur concerné

• au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n° 202.018 ou, 202.019 selon le cas, ligne du secteur concerné,
- crédit compte n° 302.089 ligne 03,04 et 05 selon le cas, rubrique de l'ordonnateur concerné.

Les montants virés au crédit du compte n° 302.089 au titre des dotations budgétaires ainsi que les dépenses y afférentes, sont retracées à travers une comptabilité auxiliaire par chapitre et par opération.

-A-2- Mise en place des ordonnances de délégation de crédits dans le cadre du programme sectoriel centralisé au profit des ordonnateurs secondaires des notifications de dotations budgétaires aux établissements publics à caractère administratif locaux

Les ordonnances portant délégation de crédits aux ordonnateurs secondaires ainsi que les décisions de notification des dotations budgétaires au profit des établissements publics à caractère administratif sous tutelle, notifiées par les ministres dans le cadre du programme spécial des régions du sud au trésorier central et aux trésoriers de wilaya donnent lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

• au niveau du trésorier central :

Dès réception de l'ordonnance de délégation de crédits ou de la notification de la dotation budgétaire, le trésorier central procède par voie de contrepartie à :

- la réduction du débit du compte n° 202-018, ligne du secteur concerné
- la réduction du crédit du compte n° 302-089 ligne 003 rubrique de l'ordonnateur concerné.

Après passation des écritures comptables décrites ci-dessus, le trésorier central procède par voie de fax, à la notification aux trésoriers de wilaya concernés, des crédits délégués et/ou des dotations budgétaires les concernant.

• au niveau des trésoriers de wilaya :

A la réception du fax, les trésoriers de wilaya prennent en charge les crédits délégués et/ou dotations budgétaires par voie d'écriture ferme, ainsi qu'il suit :

- débit compte n° 202-018 ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302-089 ligne 003 rubrique de l'ordonnateur concerné.

-A-3- Mise en place des ordonnances de retrait de délégations de crédits dans le cadre du Programme sectoriel centralisé

Les retraits de crédits sont effectués dans les mêmes formes et sont notifiés par voie de fax et donnent lieu à la passation d'écritures comptables ainsi qu'il suit :

• au niveau du trésorier central :

- débit compte n° 202-018 ligne du secteur concerné
- crédit compte n° 302-089 ligne 003, rubrique de l'ordonnateur concerné.

• au niveau des trésoriers de wilaya :

Les trésoriers de wilaya procèdent à l'annulation à leur niveau du montant du retrait par voie de contrepartie comme suit :

- réduire débit compte n° 202-018 ligne du secteur concerné
- réduire crédit compte n° 302-089 ligne 003, rubrique de l'ordonnateur concerné (programme sectoriel centralisé).

En cas d'insuffisance de crédits, permettant la prise en charge du retrait ordonné, le trésorier de wilaya concerné doit en informer immédiatement le trésorier central par voie de fax, pour permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées en relation avec le secteur concerné.

-A- 4- Prise en charge des délégations de crédits sur les reliquats des années antérieures

1°) Délégations de crédits sur reliquats des années antérieures

A la réception des délégations de crédits sur les reliquats des années antérieures, le trésorier central procède à leur vérification et à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n° 302-089 ligne 003 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n° 500-001/001 « opérations diverses à classer et à régulariser » rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n° 500-001/001
- crédit compte n° 500-005/001 « recettes diverses à transférer aux comptables principaux »

A la réception du transfert de recettes, les trésoriers de wilaya procèdent à la réalisation des opérations ci-après, par écriture ferme :

- débit compte n° 500-005/002
- crédit compte n° 302-089 ligne 003 (programme sectoriel centralisé)

Le crédit ainsi comptabilisé sera positionné en comptabilité auxiliaire au niveau des « reliquats années antérieures ».

2°) Retrait de crédits sur années antérieures :

- au niveau des trésoriers de wilaya :

Dès réception de la délégation de retraits de crédits sur années antérieures, les trésoriers de wilaya procèdent à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n° 302-089 ligne 003 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n° 500-001/001 rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n° 500-001/001
- crédit compte n° 500-005/001
- au niveau du trésorier central :

Dès réception du transfert, le trésorier central procèdera à la passation des écritures comptables ci-après :

- débit compte n° 500-005/002
- crédit compte n° 302-089 ligne 003 (programme sectoriel centralisé).

Au niveau de la comptabilité auxiliaire le montant du retrait doit apparaître dans la rubrique reliquats «années antérieures».

B - Ordonnancement, mandatement et règlement des dépenses.

Les dépenses imputables au compte d'affectation spéciale n° 302.089 sont ordonnancées ou mandatées conformément aux règles de la comptabilité publique, par les ordonnateurs concernés, pour les opérations d'équipement public inscrites à leur indicatif, au titre du programme spécial des régions du sud.

Elles sont payables à hauteur des autorisations de programme et dans la limite des crédits de paiement alloués par secteur et chapitre d'imputation budgétaire.

Les dépenses de l'espèce, sont soumises au visa préalable du contrôleur financier conformément à la réglementation en vigueur.

Les ordonnances et mandats de paiement appuyées des pièces justificatives assorties de la mention de service fait, émises dans ce cadre et admises en dépenses par le trésorier central et les trésoriers de wilaya, donnent lieu à la passation des écritures suivantes :

- au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n° 302.089, ligne 003, rubrique du secteur concerné.
- crédit compte financier de règlement

- au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n° 302.089 lignes concernées
- crédit compte financier de règlement.

Les dépenses enregistrées au compte n° 302-089 sont retracées par le trésorier central et les trésoriers de wilaya dans une comptabilité auxiliaire par secteur et par chapitre.

Le solde créditeur dégagé en fin d'année au compte n°302.089 lignes 003, 004 et 005 est repris en balance d'entrée au titre de l'année suivante.

Ce solde doit correspondre aux reliquats des crédits figurant au niveau des différents chapitres et secteurs concernés des programmes sectoriel et PCD.

III- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n° 302.089, une situation retraçant par ligne et par secteur les crédits délégués, les dépenses effectuées, le solde disponible et le taux d'exécution, sera transmise mensuellement par le trésorier central et les trésoriers de wilaya à la Direction Générale du Budget.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères (et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 11 DU 21/03/2007

O B J E T : - Mensualisation des paiements par virement, des pensions des moudjahidine et ayants droits, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs.

R E F E R : - Loi n° 63-99 du 02/04/1963 fixant le régime des pensions d'invalidité et de protection des victimes de la guerre de libération nationale;
- Instruction n° 34/TG du 10/06/1963, relative à la mise en paiement des pensions de guerre concédées en application de la loi 63-99 du 02/04/1963;
- Décisions du Conseil Interministériel du 06/08/2006.
- Instruction n° 02 du 08/01/1996.
- Procès-verbal de réunion, Ministère des Finances/Moudjahidine du 24/12/2006.

En vertu de l'instruction n° 34/TG du 10/06/1963 visée en référence, les pensions des moudjahidine et ayants droit, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs de la guerre de libération nationale, sont payées trimestriellement et à terme échu, sur la caisse des trésoriers de wilaya, des receveurs des impôts et des receveurs des postes.

Le Conseil Interministériel du 06/08/2006 consacré à l'examen de la situation des moudjahidine et ayants droit a arrêté un certain nombre de décisions inhérentes à l'assouplissement des modalités de gestion des pensions des moudjahidine, notamment la mensualisation des paiements des pensions de l'espèce.

Lors de la reunion de travail tenue en date du 24/12/2006 entre les représentants du Ministère des Finances et des Moudjahidine, consacrée à la mise en œuvre de la décision du Conseil Interministériel, il a été convenu d'un commun accord de procéder dans une première étape à la mensualisation des pensions payables par virement.

Les paiements par quittancier demeurent payables trimestriellement et seront formalisés dans une seconde étape.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre des paiements mensuels des pensions, payables par voie de virement.

Le paiement des échéances mensuelles des pensions des moudjahidine et ayants droit, payables par voie de virement, prend effet à compter du mois d'avril 2007.

Afin d'éviter tout retard dans le paiement des pensionnés, les trésoriers, comptables assignataires, doivent procéder aux opérations de règlement par virement, 20 jours avant terme échu.

Pour permettre le paiement des pensions au titre du mois d'avril 2007, les trésoriers sont tenus de procéder au règlement de la pension mensuelle du mois précité ainsi que les arrérages dûs à cette date pour chaque nature de pension, selon les montants arrêtés au barème joint en annexe.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agent Comptable Central du Trésor
- Trésorier Principal
- Trésoriers de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Moudjahidine
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 12 DU 21/03/2007

O B J E T : - Passif des entreprises publiques économiques dissoutes (EPE).

R E F E R : - Loi n° 2000-02 du 27/06/2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 19 ;
- Loi n° 2000-06 du 23/12/2000 portant loi de finances pour 2001, notamment son article 69 ;
- Loi n° 01-12 du 19/07/2001 portant loi de finances complémentaire pour 2001, notamment son article 39 ;
- Instruction n° 10 du 10/10/2002 relative à la liquidation des entreprises publiques dissoutes ;
- Lettre n° 108/MF/DGT du 30/01/2007.

Conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour 2001 et de celles des articles 19 et 39 respectivement des lois de finances complémentaires pour 2000 et 2001, le Trésor public est autorisé à prendre en charge, en totalité ou en partie, le passif des entreprises publiques économiques dissoutes (EPE).

En vertu de l'instruction n° 10 du 10/10/2002, visée en référence, les titres participatifs et les obligations du Trésor, inscrits aux bilans des EPE dissoutes dont tout ou partie des actifs est cédé aux salariés, sont annulés.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation des mesures sus énoncées.

I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Sont concernés par l'annulation :

- Les titres participatifs comptabilisés au débit du compte 326.002 « titres participatifs à recevoir émis par les entreprises et établissements publics dans le cadre de leur assainissement financier ».
- Les obligations au titre de l'assainissement financier comptabilisées au débit du compte 326.003 « obligations à recevoir émises par les entreprises et établissements publics dans le cadre de leur assainissement financier ».
- Les obligations au titre des avances accordées pour le financement des programmes en cours en 1988 comptabilisées au débit du compte 326.004 « obligations à recevoir émises par les entreprises et établissements publics en contre partie des avances obtenues par le trésor pour le financement du PEC au 31/12/1988 ».

Pour permettre l'annulation de ces opérations inscrites au bilan des EPE dissoutes, le Directeur Général du Trésor, adressera à l'Agent Comptable Central du Trésor un ordre, appuyé d'un état consolidé, faisant ressortir la nature, les montants des valeurs mobilières concernées et les entreprises bénéficiaires de ces mesures.

A la réception de cet ordre d'annulation, l'Agent Comptable Central du Trésor procédera, selon le cas à la passation des écritures suivantes :

Crédit : 326.002 « Titres participatifs à recevoir émis par les entreprises et établissements publics dans le cadre de leur assainissement financier ».

326.003 « Obligations à recevoir émises par les entreprises et établissements publics dans le cadre de leur assainissement financier ».

326.004 « Obligations à recevoir émises par les entreprises et établissements publics en contrepartie des avances obtenues du trésor pour le financement du PEC au 31/12/1988 ».

Débit : 530.031 « Opérations à imputer P/C ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année ».

Ce dernier compte sera soldé en fin d'année, par le transport au compte de résultat, (600 007 « Profits et pertes au titre de l'émission ou de remboursement des obligations émises par les entreprises au profit de l'Etat »), dans les conditions habituelles.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agent Comptable Central du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**ERRATUM N° 13 DU 27/03/2007 A
L'INSTRUCTION N° 10 DU 07 MARS 2007**

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.089 « Fonds spécial de développement des régions du Sud ».

DISPOSITIONS COMPTABLES

1- Imputation des dépenses d'équipement au titre du programme spécial des régions du Sud :

Au lieu de :

Compte n° 202.018 « Dépenses d'équipement au titre programme spécial de développement des régions du Sud ».

Compte n° 202.019 « Dépenses effectuées au titre PCD programme spécial de développement des régions du Sud ».

Lire :

Compte n° 202.014 «Dépenses d'équipement au titre programme spécial de développement des régions du Sud ».

Compte n° 202.015 « Dépenses effectuées au titre PCD programme spécial de développement des régions du Sud ».

Le reste des dispositions de l'instruction n° 10 du 07 mars 2007 demeure sans changement.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères (et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 14 DU 23/05/2007 MODIFIANT ET COMPLETANT L'INSTRUCTION N° 06 DU 14 FEVRIER 2007

O B J E T : - Relations Trésor- Algérie Poste.

- Tenue et gestion des comptes courants postaux des comptables publics et comptabilisation des avoirs créditeurs mis à la disposition du Trésor.

R E F E R : - Loi n° 06-24 du décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, notamment son article 94.

- Instruction n° 06 du 14 février 2007.
- Décision n° 95/DGT du 14 février 2007, pris sous le timbre de la Direction Générale du Trésor.

I- DISPOSITIONS COMPTABLES

L'instruction citée en référence, pris en application des dispositions du décret exécutif n° 04-193 du 15 juillet 2004 et de l'arrêté interministériel n° 30/SP du 2 septembre 2005, a précisé les modalités pratiques de tenue, de gestion et de comptabilisation des comptes courants postaux des comptables et régisseurs publics.

En vertu des dispositions de l'article n° 94 de la loi n° 06-24 du 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, ces avoirs créditeurs sont souscrits en dons du Trésor au nom d'Algérie Poste.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application des dispositions de l'article 94 de la loi précitée.

I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Conformément aux dispositions d l'article 94 de la loi précitée, les avoirs créditeurs des comptes courants postaux des particuliers et entreprises économiques déposés au Trésor à la date du 31 décembre 2006, sont souscrits en bons du Trésor en compte courant au nom d'Algérie Poste.

Les valeurs d'Etat émises dans ce cadre sont :

- soit des titres à intérêts précomptés, dont les intérêts sont payables à la souscription et remboursables à l'échéance à leur valeur nominale ;
- soit des titres à intérêts annuels, payables à la date anniversaire de leur souscription et remboursables à l'échéance à leur valeur nominale ;

Les montant souscrits en valeurs d'Etat font l'objet d'une inscription comptable dans les écritures de l'agent comptable central du Trésor, par prélèvement du compte de dépôt d'Algérie Poste et le crédit des comptes de souscription des bons du Trésor.

A cet effet, à l'échéance et sur la base d'une décision de la Direction Générale du Trésor, appuyée d'une compte abritant le dépôt des avoirs créditeurs de cette rubrique, par le crédit des comptes de souscriptions des bons du Trésor en compte courant, ouvert dans ses écritures.

Après réalisation de cette opération de transformation, les avoirs créditeurs des particuliers et entreprises économiques seront apurés au niveau des écritures de l'agent comptable central du Trésor.

Pour permettre aux services de la Direction Générale du Trésor de suivre la situation des avoirs créditeurs de cette rubrique, Algérie Poste devra procéder à une consolidation mensuelle de la position de ces avoirs.

La variation positive ou négative constatée permettra selon de cas à Algérie Poste, de réaliser une souscription supplémentaire ou de demander un remboursement anticipé des titres.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Poste et des Technologies de l'information
et de la communication
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 15 DU 04/JUIN/2007

O B J E T : - Comptabilisation du produit de la redevance au titre de la fiscalité pétrolière

R E F E R : - Loi n° 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures, notamment ses articles 14 et 15.

I - DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 14 et 15 de la loi citée en référence l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) est chargée notamment de la détermination et de la collecte de la redevance pétrolière et de son reversement au trésor public, dès le jour suivant sa réception, après déduction de 0,50% au profit de cet établissement, du produit recouvré.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation du produit de la redevance dont il s'agit.

II DISPOSITIONS COMPTABLES

A) VERSEMENT AU TRÉSOR DE LA REDEVANCE PÉTROLIÈRE

Le montant intégral (100%) de la redevance ainsi que les pénalités de retard y afférentes est versé par les opérateurs, par voie de virement dans les conditions réglementaires en vigueur, au profit du compte de dépôt de fonds ouvert dans les écritures de la trésorerie de la wilaya d'Alger au nom d'ALNAFT, lequel compte ne devra enregistrer que cette nature de recettes.

A cette effet, dès réception de l'avis de crédit généré dans ce cadre par le système ARTS, qui lui sera notifié par l'agent comptable central du trésor, le trésorier de la wilaya d'Alger procèdera à la comptabilisation des montants ainsi versés, au crédit du compte de dépôts de fonds ouvert dans ses écritures au nom d'ALNAFT, et informera aussitôt cette dernière de cette opération en lui communiquant un extrait de la situation de son compte.

A) comptabilisation au budget de l'Etat de la redevance pétrolière

Une fois informé du versement à son compte trésor de l'intégralité du montant de la redevance et au plus tard le 10 du mois, l'ALNAFT, émettra un chèque tiré sur son compte trésor (domicilié auprès de la trésorerie de la wilaya d'Alger) libellé au nom du receveur de la Direction des Grandes Entreprises, pour le montant de la quote part de l'Etat (99,50%), appuyé des bordereaux d'avis de versement.

Le receveur des grandes entreprises procèdera alors à la comptabilisation de ce chèque au profit du budget de l'Etat dans les conditions réglementaires habituelles par la passation des écritures comptables suivantes.

• **Première opération**

- Débit compte n° 110-005 « chèque émis en paiement d'impôts, droits et taxes par les receveurs des régies financières et des trésoreries des communes des secteurs et sanitaires et CHU »
- Crédit compte n° 201-011 « produits de la fiscalité pétrolière »

• **Première opération**

- Crédit compte n° 110-005
- Débit compte n° 520-004 « compte courant entre receveurs des impôts et trésoriers de wilayas »

Après réalisation de ces opérations, le receveur des grandes entreprises présentera le chèque pour encaissement au trésorier de la wilaya d'Alger qui procédera à sa comptabilisation dans les conditions suivantes :

- Crédit compte n° 520-004
- Débit compte de dépôts de fonds d'ALNAFT et remettra aussitôt un récépissé de couverture au receveur des grandes entreprises, dans les conditions réglementaires habituelles.

C – Comptabilisation de la quote part de 05% destinée à ALNAFT

Le montant représentant la quote part (05%) destinée à ALNAFT fera l'objet de l'émission par cette dernière d'un chèque tiré sur son compte de dépôts de fonds domicilié auprès de la trésorerie de la wilaya d'Alger, au profit de son compte de dépôts de fonds ouvert dans les écritures de la trésorerie centrale.

Dès réception de ce chèque, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera à sa comptabilisation au débit du compte tiré, par le crédit du compte de transfert approprié, aux fins de versement par le trésorier central au crédit du compte ouvert dans ses écritures au nom d'ALNAFT

Je vous demande de veiller à l'application des dépositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 16 DU 06/06/2007

OBJET : - Prêt «Fonds Saoudien pour le développement » n° 20/443 financement du projet de construction et équipement d'écoles secondaires dans plusieurs wilayas en Algérie.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT) des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre l'Algérie et le fonds Saoudien de Développement (FSD) il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes 335.017 et 432.048 bis la ligne 017 intitulée « Prêt FSD n° 20/443 financement du projet de construction et équipement d'écoles secondaires dans plusieurs wilayas d'Algérie ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution

- Agent Comptable Central du Trésor

Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilayas.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 17 DU 08/07/2007

O B J E T : - Apurement des comptes courants postaux classiques des comptes principaux du Trésor et des receveurs des régies financières.

R E F E R : - Instruction n° 05 du 14 février 2007.

Suite à la mise en place à compte du 1er juillet 2007, du cadre réglementaire devant régir les relations Trésor-Algérie Poste, le solde dégagé à la date du 30 juin 2007 au compte courant postal classique des comptables principaux du Trésor et des receveurs des régies financières, doit faire l'objet d'un apurement au profit du compte courant postal «A/D» ouvert au nom impersonnel du comptable centralisateur.

A cet effet, le solde figurant sur l'extrait de compte des comptables publics précités arrêté au 30 juin 2007, fera l'objet de l'établissement d'un chèque par ces derniers, au profit du compte postal courant « A/D» sur lequel ils sont accrédités.

Cette opération implique la réalisation des écritures comptables suivantes :

I- Au niveau des comptables des régies financiers

- Débit compte n° 520.004 - 520.006 - 520.010 (selon le cas)
- Crédit compte n° 520.002 « compte courant postal des receveurs des régies financières»

II- Au niveau des comptables principaux du Trésor centralisateurs (trésoriers des wilayas)

a)- Pour les opérations des receveurs des régies financières

- débit compte n° 520.200 « compte courant postal- AD » (Apurement effectué - par les Receveurs des R.F) ;
- crédit compte n° 520.004-520.006-520.010 (selon le cas).

b)- Pour les opérations propres des trésoriers des wilayas

- débit compte n° 520.200 (Apurement effectué par les T.W).
- crédit compte n° 520.001ccp classiques des T.W.

III- Au niveau des comptables principaux du Trésor non- centralisateurs (trésorier central- trésorier principal)

- débit compte n° 510.005 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux» ligne 001 (débit)
- crédit compte n° 510.005 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux»

IV- Au niveau du comptable centralisateur (ACCT)

a)- Pour les opérations du trésorier central et du trésorier principal

- débit compte n° 520.200 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux» ligne 001 (débit)
- crédit compte n° 510.005 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux»

b-) Pour les opérations propres des trésoriers des wilayas

- débit 520.200 CCP A/D
- crédit 520.001CCP

A la date du 30 juin 2007, et conformément aux dispositions de l'instruction 05 du 14 février 2007, le chef de centre des chèques postaux procédera au transfert des soldes dégagés par les comptes courants postaux « A/D », au profit du compte courant postal d'ajustement ouvert au nom de l'ACCT.

Dès notification par le centre national des chèques postaux aux comptables publics centralisations, du prélèvement effectué sur leur compte courant postal « AD »,

Ces derniers procéderont à la réalisation des écritures suivantes :

• **Au niveau des comptables centralisateurs (trésoriers des wilayas)**

- débit compte n° 510.005/001 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux» ligne 001 (débit)
- crédit compte n° 520.200

• **Au niveau du comptable centralisateur (ACCT)**

a)- *Pour les opérations du trésorier central et du trésorier principal*

- débit compte n° 520.100 « compte courant postal d'ajustement »
- crédit compte n° 520.200

a)- *Pour les opérations des comptes centralisateurs (trésoriers des wilayas)*

- débit compte n° 520.100
- crédit compte n° 510.005/02

Dès réalisation définitive des opérations d'apurement décrites ci-dessus l'ACCT :

- procédera à la détermination du solde final du compte courant postal d'ajustement qui se traduira par une variation positive ou négative consolidée ;
- effectuera les opérations de règlement et d'enregistrement des écritures comptables y afférentes.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI

Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya
- Recettes des régies financières

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction Générale du Domaine National (et notification aux receveurs des domaines)
- Direction Générale des Douanes (et notification aux receveurs des douanes)
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 18 DU 20 AOÛT 2007

O B J E T : - Gestion comptable du Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie.
- Création du sous-compte n° 73 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

R E F E R : - Décret n° 85-277 du 12 novembre 1985 fixant le statu-type des musées nationaux.
- Décret exécutif n°07-19 du 16 janvier 2007 portant création du Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie.
- Arrêté n° 16 du 20/08/2007 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès du Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n° 07-19 du 16 janvier 2007 visé en référence, a créé le Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie. Le Musée est régi par les dispositions du décret n° 85-277 du 12 novembre 1985 sus référencé.

Ce Musée est un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n° 16 du 20/08/2007 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du Musée sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce Musée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 73 intitulé « Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 731 : Exercice courant,
- 733 : OHB.

Le sous-compte 73 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat des collectivités locales et organismes publics;
- les emprunts ;
- les dons et legs ;
- les produits des droits d'entrée et d'une manière générale, toutes les ressources liées à l'activité du Musée National.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes dépenses liées à l'activité du Musée National.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Culture
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Musée National de l'Enluminure, de la Miniature et de la Calligraphie
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°19 DU 20 AOUT 2007

O B J E T : - Gestion comptable du Musée National d'Art Moderne et Contemporain.
- Création du sous-compte n° 74 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

R E F E R : - Décret n° 85-277 du 12 novembre 1985 fixant le statu-type des musées nationaux.
- Décret exécutif n°06-263 du 08 août 2006 portant création du Musée National d'Art Moderne etv Contemporain.
- Arrêté n° 17 du 20/08/2007 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès du Musée National d'Art Moderne et Contemporain.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n° 06-263 du 08 août 2006 visé en référence, a créé le Musée National d'Art Moderne et Contemporain. Le Musée est régi par les dispositions du décret n° 85-277 du 12 novembre 1985 sus-référencé.

Ce Musée est un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n° 17 du 20/08/2007 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du Musée sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce Musée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 74 intitulé « Musée National d'Art Moderne et Contemporain».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 741 : Exercice courant,
- 743 : OHB.

Le sous-compte 74 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat des collectivités locales et organismes publics;
- les emprunts ;
- les dons et legs ;
- les produits des droits d'entrée et d'une manière générale, toutes les ressources liées à l'activité du Musée National.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes dépenses liées à l'activité du Musée National.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Culture
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Musée National d'Art Moderne et Contemporain
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 20 DU 14/11/2007

O B J E T : Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections des membres des assemblées populaires communales et de Wilayas du 29 Novembre 2007.

R E F E R : Décret présidentiel n° 07-257 du 30/08/2007 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de Wilayas.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections des membres des assemblées populaires communales et de Wilayas, du 29 Novembre 2007.

I- ENGAGEMENT DES DEPENSES

Afin de permettre une saine comptabilisation des opérations liées au déroulement des élections du 29 Novembre 2007, la date limite de clôture des engagements de dépenses entrant dans ce cadre est fixée à cinquante cinq (55) jours, après la date de clôture officielle du scrutin.

A ce titre, les ordonnateurs concernés sont invités à veiller à ce que tous les engagements de dépenses effectués par leur soin en la matière, soient déposés auprès du contrôleur financier compétent, avant le terme du délai précité.

II- ORDONNANCEMENT ET MANDATEMENT DES DEPENSES

La date limite de dépôt au Trésor des ordonnances et mandats émis par les ordonnateurs compétents dans le cadre des dispositions de la présente instruction, est fixée à soixante (60) jours, après la date de clôture du scrutin.

L'ordonnancement des dépenses est effectué par les services centraux du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, par imputation aux chapitres ci-après :

- 37.05- « Administration Centrale – élections ».
- 37-05- « Direction Générale des Transmissions Nationales- élections ».

Au niveau local, le mandatement des dépenses est effectué par les walis, par imputation au chapitre 37.15 "services déconcentrés de l'Etat-élections", sur la base de délégations de crédits, mises en place par les services centraux.

III- CLOTURE DE L'OPERATION "ELECTIONS"

Les opérations comptables liées au déroulement des élections du 29 Novembre 2007 sont définitivement clôturées à la date du 31 Janvier 2008.

IV- PAIEMENT DES DEPENSES

Les dépenses ordonnancées ou mandatées dans ce cadre, sont réglées par les comptables publics conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15 août 1990, relative à la comptabilité publique.

V- PAIEMENT DES DEPENSES PAR VOIE DE REGIE

Compte tenu du caractère exceptionnel que revêt l'opération "élection", les dépenses payables par voie de régie ne sont soumises à aucun plafond.

Pour des raisons de commodités et conformément aux dispositions de l'article 13 du décret exécutif n°93-108 du 05 mai 1993 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des régies de recettes et de dépenses, des sous-régies peuvent être créées par les walis au niveau de chaque daïra.

Les justifications des dépenses effectuées par les régisseurs doivent être produites par ces derniers, avant le terme du délai de clôture des engagements fixé ci-dessus, afin de permettre leur engagement et ordonnancement ou mandatement dans les délais requis.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires, sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

- M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- M. le Président de la Cour des Comptes
- M. le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- M. le Chef de l'Inspection des Services Comptables
- M. le Directeur Général du Trésor
- M. le Directeur Général du Budget
- MM. Les Walis
- MM. Les Directeurs Régionaux du Trésor
- M. l'Agent Comptable Central du Trésor
- M. le Trésorier Central.
- M. le Trésorier Principal.
- MM. les Trésoriers de wilaya

INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE

N° DU

O B J E T : Règlement de pensions de moudjahidine concédées à des ressortissants étrangers.

Les pensions algériennes concédées au titre de la guerre de libération nationale sont payables en Algérie auprès des caisses des comptables publics assignataires.

Parmi ces pensions figurent celles concédées à des étrangers dont la qualité de moudjahid est reconnue du fait de leur participation à la révolution algérienne.

Dans ce cas et lorsque les pensionnés concernés en expriment la demande, le règlement des arrérages qui leur sont dues, peut être assuré auprès des ambassades d'Algérie du lieu de leur résidence.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation et de règlement des pensions de l'espèce.

1) Au niveau de l'ordonnateur principal

Dès réception de la demande de paiement formulée par les titulaires des pensions précitées, le Ministère des Moudjahidine procédera, sur les crédits budgétaires alloués à cet effet, au mandatement au profit des postes diplomatiques concernés, du montant annuel des arrérages devant être payés au profit des ressortissants étrangers concernés.

Ce mandat appuyé des justifications y afférentes, de l'avis de virement comportant en observation les références de la présente instruction et du visa du contrôleur financier sera transmis au Trésorier Central aux fins de prise en charge.

Le trésorier principal est informé du changement d'assignation des pensions, par le Ministère des Moudjahidine.

2) Au niveau du Trésorier Central

Dés réception du mandat et après les vérifications d'usage, le trésorier central procédera, par l'intermédiaire de la Banque d'Algérie, au virement du montant considéré au profit de l'Ambassade d'Algérie concernée.

3) Au niveau de l'attaché de chancellerie

La gestion des crédits alloués au paiement de ces pensions, doit être assurée par l'attaché de Chancellerie dans les mêmes conditions que celle inhérente aux crédits délégués aux représentations diplomatiques.

Les crédits de l'espèce destinés exclusivement à la couverture des arrérages de pensions, devront faire l'objet d'une comptabilité distincte et être abrités dans un compte bancaire ou postal distinct et ne peuvent en aucun cas être utilisés à d'autres fins.

4) Au niveau du Trésorier Principal

Pour permettre le règlement des arrérages de pension dans les meilleurs délais, le trésorier principal adressera par le biais du Ministère des Affaires Etrangères, les dossiers des pensions concernées à l'attaché de chancellerie auprès duquel celles-ci sont assignées.

Ces dossiers sont constitués notamment des fiches mobiles « A » et « B », des carnets de quittance et des brevets de pension.

Le Ministre des Finances

Le Ministre des Moudjahidines

Le Ministre des Affaires Etrangères

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°01 DU 15/01/2007

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

R E F E R : Décret exécutif n° 98-277 du 12/09/1998 portant changement de dénomination de l'unité d'instruction et d'intervention des sapeurs-pompiers et fixant son organisation, ses missions et son fonctionnement.

Les dispositions de l'article 16 du décret exécutif visé en référence, ont érigé le commandement de l'Unité Nationale d'instruction et d'intervention de protection civile en ordonnateur secondaire.

Le code ordonnateur attribué à l'Unité Nationale d'instruction et d'intervention de protection civile dont le siège est fixé à Alger est :

<u>Structure</u>	<u>Code</u>
- Unité Nationale d'instruction et d'intervention de protection civile	107.2.16.1

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie de la wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N° 2 DU 01/04/2007

O B J E T : Codification des ordonnateurs

R E F E R : Décret exécutif n° 06-327 du 18/09/2006 fixant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence, ont fixé l'organisation des services extérieurs de l'administration fiscale.

Les codes ordonnateurs attribués en 1998 aux directions des impôts de la wilaya d'Alger, au titre du budget des charges communes, sont modifiés comme suit :

- | | |
|---|--------------|
| - Direction des Impôts d'Alger – Centre | - 128.2.16.1 |
| - Direction des Impôts de Sidi – M'Hamed | - 128.2.16.2 |
| - Direction des Impôts de Bir Mourad Rais | - 128.2.16.3 |
| - Direction des Impôts d'El-Harrach | - 128.2.16.4 |
| - Direction des Impôts de Chéraga | - 128.2.16.5 |
| - Direction des Impôts de Rouiba | - 128.2.16.6 |

La Direction des Grandes Entreprises dispose pour le même budget du code suivant : 128.2.16.7

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie de Wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Directions Générale des Impôts
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N° 03 DU 16/09/2007

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

REFER : Décret présidentiel n° 07-234 du 05/08/2007 portant répartition des crédits au titre du budget de fonctionnement de la Présidence de la République.

Les dispositions de l'article 02 du décret présidentiel visé en référence, ont érigé le commandement d'El-Haras El Djoumhoury en qualité ordonnateur, au titre de la section IV du Budget de Fonctionnement de la Présidence de la république.

Le code ordonnateur attribué à cette structure est :

Structure	Code
- Commandement d'El-Haras EL Djoumhoury	101.3.00

Je vous demande de veiller à l'application de la présente circulaire.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Présidence de la République
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

N° 04 DU 27/11/2007
ERRATUM A LA CIRCULAIRE
N° 03 DU 16/09/2007

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

REFER : Décret présidentiel n° 07-234 du 05/08/2007 portant répartition des crédits au titre du budget de fonctionnement de la Présidence de la République.

Une erreur de frappe s'est glissée dans la rédaction des dispositions de la circulaire n° 03 du 16/09/2007.

Lire :

<u>Structure</u>	<u>Code</u>
Commandement d'El Haras El Djoumhour	101.4.00
<u>Au lieu de :</u>	
Commandement d'El Haras El Djoumhour	101.3.00

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Présidence de la République
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N° 05 DU 27/11/2007 MODIFIANT ET COMPLETANT
LA CIRCULAIRE N° 08 DU 21/07/2003**

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

REFER : Ordonnance n° 07-03 du 24/07/2007 portant loi de finances complémentaire pour 2007.

Suite à l'intervention de l'ordonnance visée en référence, portant loi de finances complémentaire pour 2007, l'état annexé à la circulaire n° 08 du 21/07/2003 est modifié et complété comme suit :

<u>Structure :</u>	<u>Code</u>
Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements	
Section I : Industrie	134.0.00
Section II : Promotion des Investissements	134.1.00
Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme	
Section I : Aménagement du Territoire et Environnement	141.0.00
Section II : Tourisme	141.1.00
Ministère du Travail de l'emploi et de Sécurité Sociale	136.0.00
Inspection Générale du Travail	136.1.00

Le reste de la circulaire n° 08 du 21/07/2003 modifiée et complétée demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

DESTINATAIRES :

Pour exécution

- Agence Comptable Centrale du trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

Pour Information

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements
- Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme
- Ministère du Travail, de l'emploi et de Sécurité Sociale
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N° 06 DU 12 Décembre 2007

OBJET : - Codification des postes comptables.

REFER : - Décret exécutif n° 03-40 du 19 /01/ 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-129 du 17/F/DC/RC du 30/10/1984.

Les dispositions de la circulaire n° 17 du 30/10/1984 sus référencée, ont fixé les modalités de codification des postes comptables issus du réaménagement de l'organisation du territoire national en application des termes du décret n°84-79 du 03/04/1984.

L'article 02 du décret exécutif n° 03-40 cité en référence, a érigé les ex-recettes de gestion en trésoreries communales, trésoreries de secteurs sanitaires et de centres hospitalo-universitaires placées sous l'autorité de la Direction Générale de la Comptabilité (D.G.C).

La présente circulaire a pour objet de fixer la codification attribuée à ces postes comptables conformément au tableau joint en annexe.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé K. LAKHDARI
Directeur de la Réglementation Comptable

Destinataires :

Pour exécution :

- Monsieur l'Agent Comptable Central du Trésor.
- Messieurs les Trésoriers de Wilaya (notification aux trésoriers des communes, des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires).

Pour information :

- Cour des comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale du Domaine National.
- Direction Générale des Douanes.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- السيد الوكيل المحاسب المركزي للخرينة.
- السادة الأمناء للخرائن الولائية (لتبليغ جميع أمناء خرائن البلديات، القطاعات الصحية و المراكز الإستشفائية الجامعية).

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية العامة لأملاك الدولة.
- المديرية العامة للجمارك.
- المديرية الجهوية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.

منشور رقم 06 المؤرخ في 2007/12/12

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : - المرسوم التنفيذي رقم 03 - 40 المؤرخ في 19 جانفي 2003 المعدل و المتمم للمرسوم التنفيذي رقم 91-129 المؤرخ في 11/05/1991 المتعلق بالتنظيم، الصلاحيات و سير المصالح الخارجية للخرينة.
- المرسوم التنفيذي رقم 03 - 41 المؤرخ في 19 جانفي 2003 المتمم للمرسوم التنفيذي رقم 91 - 311 المؤرخ في 07 سبتمبر 1991 المتعلق بتعيين و اعتماد المحاسبين العموميين.
- المرسوم التنفيذي رقم 03 - 42 المؤرخ في 19 جانفي 2003 المعدل و المتمم للمرسوم التنفيذي رقم 91 - 313 المحدد لإجراءات المحاسبة التي يمسكها الأمور بالصرف و المحاسبون العموميون و كفاءاتها و محتواها.
- المرسوم رقم 84 - 79 المؤرخ في 03/04/1984 المحدد لأسماء الولايات و مقراتها.
- المنشور رقم 017/م/م/م/ت م المؤرخ في 30/10/1984.

حددت أحكام المنشور رقم 17 المؤرخ في 30/10/1984 المشار إليه في المرجع، كفاءات ترميز المراكز المحاسبية الناتجة عن إعادة تنظيم للإقليم الوطني تطبيقا لنصوص المرسوم رقم 84 - 79 المؤرخ في 03/04/1984.

و قد حولت أحكام المادة الثانية (02) من المرسوم التنفيذي 03 - 40 المؤرخ في 19 جانفي 2003 المذكور أعلاه ما سمي سابقا بقباضات التسيير إلى خزائن بلديات، خزائن القطاعات الصحية و المراكز الاستشفائية الجامعية و جعلتها تحت سلطة المديرية العامة للمحاسبة (م.ع.م).

يهدف هذا المنشور إلى تحديد الترميز الممنوح لهذه المراكز المحاسبية طبقا للجدول المرفق.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.
- الخبزينة المركزية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخبزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديريات الجهوية للخبزينة.
- الخبزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 05 المؤرخ في 27/11/2007

يعدل و يتم المنشور رقم 08 المؤرخ في 21/07/2003

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : الأمر رقم 07-03 المؤرخ في 24/07/2007 يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2007.

تبعاً لصدور الأمر المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2007، يعدل و يتم البيان المرفق للمنشور رقم 08 المؤرخ في 21/07/2003 كما يلي :

الرمز	الهيئة
	وزارة الصناعة و ترقية الاستثمارات
00.0.134	الفرع I : صناعة
00.1.134	الفرع II : ترقية الاستثمارات
	وزارة التهيئة العمرانية البيئية و السياحة
00.0.141	الفرع I : التهيئة العمرانية و البيئية
00.1.141	الفرع II : السياحة
00.0.136	- وزارة العمل ، التشغيل و الضمان الاجتماعي
00.1.136	- المفتشية العمامة للعمل

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 08 المؤرخ في 21/07/2003 معدل و متمم بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق حكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة المركزية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية الجهوية للخرينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 04 المؤرخ في 2007/11/27

يعدل و يتم المنشور رقم 03 المؤرخ في 2007/09/16

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 07 - 234 المؤرخ في 2007/08/05 المتضمن توزيع الإعتمادات فيما يخص ميزانية التسيير لرئاسة الجمهورية.

عند إعداد أحكام المنشور رقم 03 مؤرخ في 2007/09/16 وقع خطأ.

إقرأ

الرمز
00.4.101

الهيئة
قيادة الحرس الجمهوري

00.3.101

عوض
قيادة الحرس الجمهوري

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.
- الخبزينة المركزية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- رئاسة الجمهورية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخبزينة.
- الخبزينة الرئيسية.
- خبزينة الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 03 المؤرخ في 2007/09/16

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 07 - 234 المؤرخ في 2007/08/05 يتضمن توزيع الإعتمادات فيما يخص ميزانية التسيير لرئاسة الجمهورية.

أعطت أحكام المادة 2 من المرسوم الرئاسي المشار إليه في المرجع صفة الأمر بالصرف لقيادة الحرس الجمهوري فيما بعض الفرع IV من ميزانية التسيير لرئاسة الجمهورية.

رمز الأمر بالصرف الذي منح لهذه الهيئة هو :

الرمز
00.3.101

الهيئة
- قيادة الحرس الجمهوري

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة.
- خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- المديريات الجهوية للخزينة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 02 المؤرخ في 2007/04/01

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : مرسوم تنفيذي رقم 06-327 مؤرخ في 18/09/2006 يحدد تنظيم و مهام المصالح الخارجية للإدارة الجبائية.

حددت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، تنظيم المصالح الخارجية للإدارة الجبائية.

يعدل ترميز الأمرين بالصرف الممنوح في سنة 1998 لإدارات الضرائب لولاية الجزائر، فيما يخص ميزانية الأعباء المشتركة كما يأتي :

- مديرية الضرائب للجزائر الوسطى - 128.2.16.1
- مديرية الضرائب لسيدي أحمد - 128.2.16.2
- مديرية الضرائب لبئرمرادرايس - 128.2.16.3
- مديرية الضرائب للحراش - 128.2.16.4
- مديرية الضرائب لشراكة - 128.2.16.5
- مديرية الضرائب للرويبة - 128.2.16.6

تستحوذ مديريةية المؤسسات الكبرى بالنسبة لنفس الميزانية على الترميز التالي :

128.2.16.7

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- خرينة ولاية الجزائر.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية الجهوية للخرينة.
- الخرينة المركزية.
- الخرينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 01 المؤرخ في 2007/01/15

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : مرسوم تنفيذي رقم 98 - 277 مؤرخ في 12/09/1998 يتضمن تغيير تسمية وحدة التدريب و التدخل لرجال المطافئ و تحديد تنظيمها و مهامها و سيرها.

رفعت أحكام المادة 16 من المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع قيادة الوحدة الوطنية لتدريب و تدخل الحماية المدنية إلى صفة أمر بالصرف ثانوي.

يحدد ترميز الأمر بالصرف الممنوح للوحدة الوطنية للتدريب و تدخل المدنية التي مقرها بالجزائر على شكل التالي :

الرمز
107.2.161

الهيئة
- الوحدة الوطنية لتدريب و تدخل الحماية المدنية

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLICUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

مناشير

(2) على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور استلام الحوالة، يشرع أمين الخزينة المركزي بعد التدقيق المعتاد، في تحويل المبلغ عن طريق بنك الجزائر لفائدة السفارة الجزائرية المعنية.

(3) على مستوى الملحق القنصلي :

يقوم الملحق القنصلي بتسيير الإعتمادات من هذا القبيل ضمن نفس الشروط كتلك المتعلقة بالإعتمادات المفوضة إلى بعثاتنا الدبلوماسية.

هذه الإعتمادات الموجهة حصريا لتغطية متأخرات المنح يجب أن تكون موضوع محاسبة مميزة، و توضع في حساب مصرفي أو بريدي مميز و لا يمكن إستعمالها لأغراض أخرى.

(4) على مستوى أمين الخزينة الرئيسية :

للسماح بدفع متأخرات المنح في أقرب الآجال يرسل أمين الخزينة الرئيسية عن طريق وزارة الشؤون الخارجية ملفات المنح المعنية إلى ملحق القنصلية المعني.

تتضمن بالخصوص هذه الملفات البطاقات المتحركة "أ" و "ب"، دفاتر الإيصال و شهادة المنح.

وزير المجاهدين

وزير المالية

وزير الشؤون الخارجية

وزارة الشؤون الخارجية

تعليمة وزارية مشتركة رقم مؤرخة في

الموضوع : تسديد منح المجاهدين الممنوحة إلى الرعايا الأجانب.

تدفع في الجزائر المنح الجزائرية الممنوحة فيما يخص حرب التحرير الوطني لدى صناديق المحاسبين العموميين المعنيين.

توجد ضمن هذه المنح تلك الممنوحة إلى الأجانب اللذين تم الإعتراف بصفتهم كمجاهدين نظرا لمشاركتهم في الثورة الجزائرية.

في هذه الحالة، و عندما يتقدم هؤلاء بطلب في هذا الشأن، يمكن ضمان تسديد المتأخرات المستحقة لدى سفارات الجزائر لمكان إقامتهم.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح كفيات تقييد و تسدسد المنح من هذا القبيل.

(1) على مستوى الأمر بالصرف الرئيسي :

فور استيلاء طلب الدفع المقدم من طرف أصحاب المنح السالفة الذكر، تشرع وزارة المجاهدين في الأمر بصرف المبلغ السنوي للمتأخرات الواجب دفعها للرعايا الأجانب المعنيين على إعتمادات الميزانية الممنوحة لهذا الغرض.

ترسل الحوالة المدعمة بالثبوتات المتعلقة بها، و بإشعار التحويل المتضمن في خانة الملاحظة مراجع هذه التعليمة و كذا تأشيرة المراقب المالي، إلى أمين الخزينة المركزي قصد التكفل بها.

يتم إبلاغ أمين الخزينة الرئيسية بتغيير تعيين المنح من طرف وزارة المجاهدين.

المرسل إليهم :

- السيد وزير الدولة وزير الداخلية والجماعات المحلية.
- السيد رئيس مجلس المحاسبة.
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية.
- السيد رئيس مفتشية المصالح المحاسبية.
- السيد المدير العام للخزينة.
- السيد المدير العام للميزانية.
- السادة الولاية.
- السادة مدراء الخزائن الجهوية.
- السيد العون المحاسبي المركزي للخزينة.
- السيد أمين الخزينة المركزية.
- السيد أمين الخزينة الرئيسية.
- السادة أمناء الخزائن الولائية.

على المستوى المحلي يتم تحرير حوالة النفقات من طرف الولاية بالتقييد في الفصل 37.15 "مصالح لامركزية للدولة - إنتخابات" على أساس تفويض إعتمادات يتم وضعها من طرف المصالح المركزية.

III - إقفال العملية "إنتخابات" :

تقفل نهائيا العمليات المحاسبية المرتبطة بسير إنتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولائية بتاريخ 31 جانفي 2008.

IV - دفع النفقات :

يتم تسوية النفقات المأمور بصرفها و المحرر حوالاتها في هذا الإطار من طرف المحاسبين العموميين طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

V - دفع النفقات عن طريق الوكالات :

نظرا للطابع الاستثنائي الذي تكتسيه عملية "الإنتخابات" لاتخضع النفقات المدفوعة عن طريق الوكالات لأي سقف.

لأسباب تسهيلية و طبقا لأحكام المادة 13 من المرسوم التنفيذي رقم 93 - 108 المؤرخ في 05 ماي 1993 المحدد لكيفيات إنشاء، تنظيم و سير وكالات الإيرادات و النفقات، يمكن إحداث وكالات فرعية من طرف الولاية على مستوى كل دائرة.

على الوكلاء تقديم إثبات النفقات التي تمت من طرفهم قبل أجل إقفال الإلتزامات المحدد آنفا و ذلك للسماح بإلتزامهم و الأمر بصرفهم و تحرير حوالاتهم في الأجل الممنوحة.

على السادة الأمرين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين العموميين المعينين السهر على التطبيق الصارم لأحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

التعليمية رقم 20 المؤرخة في 2007/11/14

الموضوع : كفيات التزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير إنتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولاية المقرر إجراؤها في 29 نوفمبر 2007.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 07-257 المؤرخ في 2007/08/30 المتضمن إستدعاء هيئة الناخبين لانتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولاية.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كفيات التزام و تقييد النفقات المرتبطة بسير إنتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولاية المقرر إجراؤها في 29 نوفمبر 2007.

I - إلتزام النفقات :

للسماح بتقييد سليم للعمليات المرتبطة بسير إنتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولاية المقرر إجراؤها في 29 نوفمبر 2007 فقد حدد أقصى تاريخ لإقفال التزامات النفقات التي تدخل في هذا الإطار بخمسة و خمسين (55) يوما بعد الإقفال الرسمي للاقتراع.

في هذا الشأن فإن الأمرين بالصرف المعنيين مدعوون على السهر على إيداع كل إلتزامات النفقات التي تمت من طرفهم لدى المراقب المالي المختص قبل إنقضاء الأجل السالف الذكر.

II - الأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات :

حدد التاريخ الأقصى لإيداع أوامر الصرف و الحوالات لدى الخزينة و الصادرة من طرف الأمرين بالصرف المختصين في إطار أحكام التعليمية هذه بستين (60) يوما بعد الإقفال الرسمي للاقتراع.

يتم الأمر بصرف النفقات من طرف المصالح المركزية لوزارة الداخلية و الجماعات المحلية بالتقييد في الفصول التالية :

- 37.05 إدارة مركزية - انتخابات.

- 37.05 المديرية العامة للمواصلات السلوكية و اللاسلكية الوطنية - انتخابات.

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 741 : السنة المالية الجارية،

- 743 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 74 :

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية، و المؤسسات العمومية،

- القروض،

- الهبات و الوصايا،

- عائدات حقوق الدخول، و بصفة عامة كل الموارد المرتبطة بأعمال المتحف.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،

- كل المصارف المرتبطة بنشاط المتحف.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الثقافة.

- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوطني للفن الحديث و المعاصر.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 19 المؤرخة في 20/08/2007

الموضوع :- التسيير المحاسبي للمتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر.
- إنشاء حساب فرعي رقم 74 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع :- المرسوم رقم 85-277 المؤرخ في 12 نوفمبر 1985 المحدد القانون الأساسي النموذجي للمتاحف الوطنية.
- المرسوم التنفيذي رقم 06-263 المؤرخ في 08 أوت 2006 المتضمن إنشاء المتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر.
- القرار رقم 17 المؤرخ في 20/08/2007 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر.

1- أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 06-263 المؤرخ في 08 أوت 2006 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر و يخضع لأحكام المرسوم رقم 85-277 المؤرخ في 12 نوفمبر 1985 المذكور أعلاه.

يعد هذا المتحف مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المتحف السالف ذكره، بموجب القرار رقم 17 المؤرخ في 20/08/2007.

2- أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 74 تحت عنوان "المتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 731 : السنة المالية الجارية،

- 733 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 73 :

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية، و المؤسسات العمومية،

- القروض،

- الهبات و الوصايا،

- عائدات حقوق الدخول، و بصفة عامة كل الموارد المرتبطة بأعمال المتحف.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،

- كل المصارف المرتبطة بنشاط المتحف.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الثقافة.

- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- المتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 18 المؤرخة في 20/08/2007

الموضوع :- التسيير المحاسبي للمتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط.
- إنشاء حساب فرعي رقم 73 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع :- المرسوم رقم 85-277 المؤرخ في 12 نوفمبر 1985 المحدد القانون الأساسي النموذجي للمتاحف الوطنية.
- المرسوم التنفيذي رقم 07 - 19 المؤرخ في 16 جانفي 2007 المتضمن إنشاء المتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط.
- القرار رقم 16 المؤرخ في 20/08/2007 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط.

1- أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 07 - 19 المؤرخ في 16 جانفي 2007 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط و يخضع لأحكام المرسوم رقم 85 - 277 المؤرخ في 12 نوفمبر 1985 المذكور أعلاه.

يعد هذا المتحف مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المتحف السالف ذكره، بموجب القرار رقم 16 المؤرخ في 20/08/2007.

2- أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -"، حساب فرعي رقم 73 تحت عنوان "المتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط".

ب) بالنسبة لعمليات المحاسبين الممركزين (أمناء الخزائن الولائية) :

- خصوم حساب رقم 520.100.

- أصول حساب رقم 510.005/02.

فور الانجاز النهائي لعمليات التطهير المبينة أعلاه يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة :

- في تحديد الرصيد الختامي للحساب الجاري البريدي للضبط و الذي يترجم بتغير إيجابي أو سلبي مثبت.

- و للقيام بعمليات التسوية و تسجيل الكتابات المحاسبية المتعلقة بها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة الرئيسية.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

- قباضات الوكالات المالية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للضرائب (تبليغ قابضي الضرائب).

- المديرية العامة للأموال الوطنية (تبليغ قابضي الأملاك).

- المديرية العامة للجمارك (تبليغ قابضي الجمارك).

- المديرية العامة لبريد الجزائر.

- المديرية الجهوية للخزينة.

ب) بالنسبة للعمليات الخاصة بأمناء الخزائن الولائية :

- خصوم حساب رقم 520.200 (تطهير يقوم به أمناء الخزائن الولائية).
- أصول حساب 520.001 حساب جاري بريدي تقليدي لأمناء الخزائن الولائية.

III - على مستوى المحاسبين الرئيسيين للخزينة غير ممركين :

(الأمين المركزي للخزينة - الأمين الرئيسي للخزينة)

- خصوم حساب رقم 510.005 "نفقات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين" السطر 001 (خصوم).
- أصول حساب رقم 520.001 "حساب جاري بريدي للمحاسبين الرئيسيين".

IV - على مستوى المحاسب الممركز (الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة) :

أ) بالنسبة لعمليات الأمين المركزي للخزينة و الأمين الرئيسي للخزينة :

- خصوم حساب رقم 520.200 (لتطهير الحسابات الجارية البريدية للأمين المركزي للخزينة و الأمين الرئيسي للخزينة).
- أصول حساب رقم 510.005 "نفقات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين" السطر 002 (أصول).

ب) بالنسبة للعمليات الخاصة بالوكيل المحاسبي المركزي للخزينة :

- خصوم حساب رقم 520.200 حساب جاري بريدي تزويد/تخليص.
- أصول حساب 520.001 حساب جاري بريدي.

بتاريخ 30 جوان 2007، و طبقا لأحكام التعلية رقم 05 المؤرخة في 14 فيفري 2007، يشرع رئيس مركز الصكوك البريدية في تحويل الأرصدة المستخرجة من الحسابات الجارية البريدية "تزويد/تخليص" لفائدة الحساب الجاري البريدي للضبط المفتوح باسم الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة.

فور تبليغ المحاسبين العموميين الممركين من طرف المركز الوطني للصكوك البريدية بالاقتطاع الذي تم القيام به على حسابهم الجاري البريدي "تزويد/تخليص" يشرع هؤلاء في إنجاز الكتابات التالية :

على مستوى المحاسبين الممركين (أمناء الخزائن الولائية) :

- خصوم حساب رقم 510.005/001 "نفقات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين" السطر 001 (خصوم).
- أصول حساب رقم 520.200.

- على مستوى المحاسب الممركز (الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة) :

أ) بالنسبة للعمليات الخاصة (حساب جاري بريدي تزويد/تخليص - الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة) :

- خصوم حساب 520.100 "حساب جاري بريدي للضبط".
- أصول حساب 520.200.

التعليمة رقم 17 المؤرخة في 2007/07/08

الموضوع : تطهير الحسابات الجارية البريدية التقليدية للمحاسبين الرئيسيين للخزينة و قابضي الوكالات المالية.

المراجع : التعليمة رقم 05 المؤرخة في 14 فيفري 2007.

تبقا لوضع الإطار النظامي الذي سوف يسير العلاقات بين الخزينة و بريد الجزائر ابتداء من أول جويلية 2007، يكون الرصيد المستخرج بتاريخ 30 جوان 2007 في الحساب الجاري البريدي التقليدي للمحاسبين الرئيسيين للخزينة و قابضي الوكالات المالية، موضوع تطهير لفائدة الحساب الجاري البريدي "تزويد/تخليص" المفتوح بالاسم اللاشخصي للمحاسب الممرکز.

لهذا الغرض، يكون الرصيد المبين في مستخرج حساب المحاسبين العموميين السالفين الذكر الموقوف بتاريخ 30 جوان 2007، موضوع إعداد صك من طرف هؤلاء، لفائدة الحساب البريدي الجاري "تزويد/تخليص" المعتمدين لديه.

ينجر عن هذه العملية إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

I - علي مستوى محاسبي الوكالات المالية :

- خصوم حساب رقم 520.004 - 520.006 - 520.010 حساب الحالة.
- أصول حساب 520.002 "حساب جاري بريدي لقابضي الوكالات المالية".

II - على مستوى المحاسبين الرئيسيين للخزينة المرکزين (أمناء الخزائن الولائية) :

(أ) بالنسبة لعمليات قابضي الوكالات المالية :

- خصوم حساب رقم 520.200 "حساب جاري بريدي تزويد/تخليص (تطهير يقوم به قابضو الوكالات المالية).
- أصول حساب رقم 520.004 - 520.006 - 520.010 (حسب الحالة).

التعليمة رقم 16 المؤرخة في 2007/06/06

الموضوع : قرض "الصندوق السعودي للتنمية" رقم 443/20 تمويل مشروع بناء و تجهيز مدارس ثانوية في عدة ولايات بالجزائر.

قصد السماح بتقييد العمليات الناجمة عن إتفاق القرض المبرم بين الجزائر و الصندوق السعودي للتنمية في كتابات العون المحاسبي المركزي للخزينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين 335.017 و 432.048 مكرر، السطر 017 المعنون "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 443/20 تمويل مشروع بناء و تجهيز مدارس ثانوية في عدة ولايات بالجزائر".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبة.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

فور إستيلاء هذا الصك، يشرع أمين خزينة الجزائر في تقييده في خصوم الحساب المسحوب، بأصول حساب التحويل الملائم، و ذلك قصد دفعه من طرف أمين الخزينة المركزي، في أصول الحساب المفتوح في كتاباته باسم النفط.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

- الخزينة المركزية.
- خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبة.
- المديرية العامة لضرائب.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية الجهوية للخرينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- خزائن الولايات.

ب) تقييد لإتاوة البترولية في ميزانية الدولة :

بعد أن يتم إعلامها بدفع كامل لمبلغ الإتاوة في حسابها للخزينة في العاشر من أشهر كأقصى حد، تقوم النفط بإصدار صك مسحوب على حسابها في الخزينة (مستوطن لدى خزينة ولاية الجزائر) محررا باسم قابض مديريةية المؤسسات الكبرى بمبلغ حصة الدولة (99,50%) مدعما بكشوفات إشعار بالدفع.

يشرع قابض المؤسسات الكبرى حينئذ، في تقييد هذا الصك لصالح ميزانية الدولة ضمن الشروط التنظيمية المعتادة و ذلك بإجراء الكتابات المحاسبية التالية :

العملية الأولى :

- خصوم حساب 110,005 "صكوك صادرة لدفع الضرائب، حقوق و رسوم من طرف الوكالات المالية و خزائن البلديات و القطاعات الصحية و المراكز الإستشفائية الجامعية".
- أصول حساب : 201.011 "ناتج الجباية البترولية".

العملية الثانية :

- أصول حساب رقم 110,005.
- خصوم حساب رقم 520,004 "حساب جاري بين قابضي الضرائب و أمناء خزائن الوليات".
بعد إنجاز هذه العمليات، يقدم قابض المؤسسات الكبرى الصك إلى أمين خزينة ولاية الجزائر للتحويل و الذي سيشرع في تقييده حسب الشروط التالية :

- أصول حساب رقم 520.004.
- خصوم حساب إيداع الأموال للنفط، و يسلم حينها لقابض المؤسسات الكبرى وصل تغطية ضمن الشروط النظامية المعتادة.

ج) تقييد حصة 0,5 % الموجهة إلى النفط :

يكون المبلغ الذي يمثل الحصة (0,5%) الموجهة إلى النفط موضوع إصدار صك مسحوب من حساب إيداع الأموال المستوطن لدى خزينة ولاية الجزائر من طرف النفط لفائدة حساب لإيداع الأموال المفتوح في كتابات الخزينة المركزية.

التعليمة رقم 15 المؤرخة في 2007/06/04

الموضوع : تقييد ناتج الإتاوة فيما يخص الجباية البترولية.

المرجع : القانون رقم 05.07 المؤرخ في 2005/04/28 المتعلق بالمحروقات، لاسيما المادتان 14 و 15 منه.

I - أحكام عامة

بمقتضى المادتين 14 و 15 من القانون المشار إليه في المرجع، تكلف الوكالة الوطنية لتثمين موارد المحروقات (النفط) خصوصا بتحديد و جمع الإتاوة البترولية و إعادة دفعها إلى الخزينة العمومية ابتداء من يوم العمل الموالي ليوم تحصيلها بعد خصم 0,5% من الناتج المحصل لصالح هذه المؤسسة.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح كيفية تقييد ناتج الإتاوة أسالفة الذكر.

II - أحكام محاسبية

أ) دفع الإتاوة البترولية إلى الخزينة :

يدفع المتعاملون المبلغ الكلي (100%) للإتاوة و كذا غرامات التأخير المتعلقة بها، عن طريق التحويل ضمن الشروط النظامية المعمول بها، لصالح حساب إيداع الأموال المفتوح في كتابات خزينة ولاية الجزائر باسم النفط، و الذي لايسجل إلا هذا النوع من الإيرادات.

لذا و فور استيلاء الإشعار الدائن المترتب في هذا الإطار بموجب النظام ARTS، المبلغ عليه من طرف العون المحاسبي المركزي للخزينة يشرع أمين خزينة ولاية الجزائر في تقييد المبالغ التي تم دفعها في أصول حساب إيداع الأموال المفتوح في كتاباته باسم النفط، و يبلغ هذه الأخيرة فورا بهذه العملية مع موافاتها بمستخرج لوضعية حسابها.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- وزارة البريد و تكنولوجيايات الإعلام و الإتصال.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية العامة لبريد الجزائر.
- المديريات الجهوية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

قيم الدولة الصادرة في هذا الإطار هي :

- إما سندات ذات فوائد محسوبة مسبقا و التي يتم دفع فوائدها عند الاكتتاب أو تعوض عند أجال الاستحقاق بقيمتها الاسمية.

- إما سندات بفوائد سنوية تدفع عند نوافيد اکتتاب السنوي و تعوض عند أجل الاستحقاق بقيمتها الاسمية.

تكون المبالغ المكتتبه بقيم الدولة موضوع تسجيل محاسبي في كتابات العون المحاسبي المركزي للخرينة باقتطاع من حساب الإيداع لبريد الجزائر و أصول حسابات اکتتاب سندات الخزينة.

في هذا الشأن، عند الاستحقاق و على أساس مقرر صادر عن المديرية العامة للخرينة، في خصم الحساب الذي يأوي إيداع الأرصدة الدائنة بهذا الباب باعتماد حسابات اکتتاب سندات الخزينة بحساب جاري، مفتوح في كتاباته.

بعد انجاز عملية التحويل هذه، تطهر الأرصدة الدائنة للخواص و المؤسسات الاقتصادية على مستوى كتابات العون المحاسبي المركزي للخرينة.

للسماح لمصالح المديرية العامة للخرينة بمتابعة وضعية الأرصدة الدائنة لهذا الباب، على بريد الجزائر الشروع في تثبيت شهري لوضعية هذه الأرصدة.

يسمح التغير الايجابي أو السلبي الملحوظ لبريد الجزائر حسب الحالة، بإنجاز اکتتاب إضافي أو طلب تعويض مسبق للسندات.

أطلب منكم اسهر على تطبيق أحكام التعلیمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

التعليمة رقم 14 المؤرخة في 2007/05/23

تعديل و تتمم أحكام التعليمة رقم 06 المؤرخة في 2007/02/14

الموضوع : العلاقات خزينة - بريد الجزائر.

المرجع : - القانون رقم 24.06 المؤرخ في 2006/12/26، المتضمن قانون المالية لسنة 2007 لا سيما المادة 142 منه.
- التعليمة رقم 06 المؤرخة في 2007/02/14.
- المقرر رقم 95/م ع خ المؤرخ في 2007/02/14 الصادر عن المديرية العامة للخزينة.

1- أحكام عامة

أوضحت التعليمة المشار إليها في المرجع و المأخذة تطبيقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 04-193 المؤرخ في 15 جويلية 2004 و كذا القرار الوزاري المشترك رقم 30/م م المؤرخ في 02 سبتمبر 2005 الكيفيات العملية لمسك تسيير و تقييد الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين.

و قد نصت هذه التعليمة كذلك على وضع الأرصدة الدائنة للحسابات الجارية البريدية للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الغير مزودين بمحاسب أو وكيل عمومي تحت تصرف الخزينة.

بمقتضى أحكام المادة 91 من القانون رقم 06-24 المؤرخ في 26 ديسمبر 2006 المتضمن قانون المالية لسنة 2007، تكتب هذه الأرصدة الدائنة على شكل سندات خزينة باسم بريد الجزائر.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات تطبيق أحكام المادة 94 من القانون السالف الذكر.

2- أحكام محاسبة

طبقا لأحكام المادة 94 من القانون السالف الذكر، تكتب الأرصدة الدائنة للحسابات الجارية البريدية للخواص و المؤسسات الاقتصادية المودعة في الخزينة بتاريخ 31 ديسمبر 2006، على شكل سندات الخزينة لحساب جاري باسم الجزائر.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولاية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديريات الجهوية للخرينة.
- الوزارات (و تبليغ الأمرين بالصرف الثانويين).
- الولاية.
- المديريات الجهوية للخرينة.

تصويب للتعليمية رقم 13 المؤرخ في 2007/03/27

رقم 10 المؤرخة في 2007/03/07

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب".

II - أحكام محاسبية

1 - خصم نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بمناطق الجنوب :

- عوض :

حساب رقم 202.018 "نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب".
حساب رقم 202.019 "نفقات فيما يخص المخططات البلدية للتنمية البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب".

- يقرأ :

حساب رقم 202.014 "نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب".
حساب رقم 202.015 "نفقات تمت فيما يخص المخططات البلدية للتنمية البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب".

تبقى أحكام التعليمية رقم 10 المؤرخة في 07 مارس 2007 بدون تغيير.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

- الالتزامات فيما يخص التسبيقات الممنوحة لتمويل البرامج الجارية لسنة 1988 المقيدة في خصوم الحساب رقم 326.004 "التزامات للاستلام صادرة عن المؤسسات العمومية في مقابل التسبيقات التي تحصلت عليها الخزينة لتمويل البرنامج الجاري لغاية 1988/12/31".

للسماح بإلغاء هذه العمليات المسجلة في موازنة المؤسسات العمومية الاقتصادية المنحلة، يرسل المدير العام للخزينة إلى الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة، أمرا مدعما ببيان مثبت يبين طبيعة و مبالغ القيم المنقولة المعنية وكذا المؤسسات المستفيدة من هذه الإجراءات.

فور استيلاء أمر الإلغاء، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة حسب الحالة، في إجراء الكتابات التالية :

أصول :

- 326.002 "سندات تساهمية للاستيلاء صادرة عن المؤسسات العمومية في إطار تطهيرها المالي".
- 326.003 "التزامات للاستيلاء صادرة عن المؤسسات العمومية في إطار تطهيرها المالي".
- 326.004 "التزامات للاستيلاء صادرة عن المؤسسات العمومية في مقابل التسبيقات التي تحصلت عليها الخزينة لتمويل البرنامج الجاري لغاية 1988/12/31".

خصوم :

530.031 "عمليات للتقييد لحساب أمر التمرکز و التطهير لنهاية السنة".

يتم تسوية هذا الحساب الأخير في نهاية السنة بالنقل إلى حساب النواتج (600.007 "كسب و خسارة فيما يخص إصدار أو تعويض الالتزامات الصادرة عن المؤسسات لصالح الدولة") ضمن الشروط المعتادة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

التعليمة رقم 12 المؤرخة في 2007/03/21

الموضوع : ديون المؤسسات العمومية الاقتصادية المنحلة.

المرجع :- القانون رقم 2000-02 المؤرخ في 2000/06/27 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2000 لاسيما المادة 19 منه.
- القانون رقم 2000-06 المؤرخ في 2000/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2001 لاسيما المادة 69 منه.
- القانون رقم 01-12 المؤرخ في 2001/07/19 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2001 لاسيما المادة 39 منه.
- التعليمة رقم 10 المؤرخة في 2002/10/10 المتعلقة بتصفية المؤسسات العمومية المنحلة.
- الرسالة رقم 108 /وم/م ع خ المؤرخة في 2007/01/30.

طبقا لأحكام المادة 69 من قانون المالية لسنة 2001 و أحكام المادتين 19 و 39 من قانوني المالية التكميليين لسنتي 2000 و 2001 على التوالي، يرخص للخزينة العمومية التكفل كليا أو جزئيا، بديون المؤسسات العمومية الاقتصادية المنحلة.

بموجب التعليمة رقم 10 المؤرخة في 2002/10/10 المشار إليها في المرجع، فقد تم إلغاء السندات التساهمية والتزامات الخزينة المسجلة في موازنة المؤسسات العمومية الاقتصادية المنحلة و التي تم التنازل عن ديونها كليا أو جزئيا لفائدة المستأجرين.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح كيفية تقييد الإجراءات المذكورة آنفا.

أحكام محاسبية

نعنى بهذا الإلغاء

- السندات التساهمية المقيدة في خصوم الحساب رقم 326.002 "سندات تساهمية للاستلام صادرة عن المؤسسات العمومية في إطار تطهيرها المالي".

- الالتزامات فيما يخص التطهير المالي المقيد في خصوم الحساب 326.003 "التزامات للاستلام صادرة عن المؤسسات العمومية في إطار تطهيرها المالي".

يكون دفع الأقساط الشهرية لمنح المجاهدين و ذوي الحقوق القابلة للدفع عن طريق التحويل، ساري المفعول إبتداء من شهر أفريل 2007.

لتجنب أي تأخير في دفع منح المستفيدين، يتحتم على أمناء الخزائن، المحاسبين المعيّنين، لشروع في عمليات التسديد عن طريق التحويل، 20 يوما قبل إنتهاء آجال الدفع.

للسماح بدفع المنح فيما يخص شهر أفريل 2007 يتوجب على أمناء الخزائن الشروع في تسديد المنح الشهرية للشهر المذكور وكذا المتأخرات المستحقة لهذا التاريخ لكل وضعية منحة، حسب المبالغ المحددة في الجدول المرفق.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- وزارة المجاهدين.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديريات الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.

التعليمية رقم 11 المؤرخة في 2007/03/21

الموضوع: الأقساط الشهرية للدفع عن طريق التحويل لمنح المجاهدين و ذوي الحقوق، الضحايا المدنيين و ضحايا المتفجرات.

المراجع :- القانون رقم 63-99 المؤرخ في 1963/04/02 يحدد نظام منح العطب و حماية ضحايا حرب التحرير الوطني.
- التعليمية رقم 34/خ ع المؤرخة في 1963/06/10 تتعلق بوضع دفع منح الحرب الممنوحة تطبيقا للقانون رقم 63-99 المؤرخ في 1963/04/02.
- قرارات مجلس الوزاري المشترك بتاريخ 2006/08/06.
- التعليمية رقم 02 المؤرخة في 1996/01/08.
- محضر إجتماع، وزارة المالية، وزارة المجاهدين بتاريخ 2006/12/24.

بموجب التعليمية رقم 34/خ ع المؤرخة في 1963/06/10 المشار اليها في المرجع، يتم دفع منح المجاهدين و ذوي الحقوق، الضحايا المدنيين و ضحايا المتفجرات لحرب التحرير الوطنيين، كل ثلاثة أشهر و عند إستحقاق الاجال، على صندوق أمناء الخزائن الولائية، قابضي الضرائب و قابضي البريد.

و قد حدد المجلس الوزاري المشترك بتاريخ 2006/08/06 الذي خصص لدراسة وضعية المجاهدين و ذوي الحقوق، عددا من القرارات المتعلقة بتسيير كفيات تسيير منح المجاهدين، لاسيما فيما يخص اقساط الدفع الشهري للمنح من هذا القبيل.

من خلال إجتماع العمل المنعقد بتاريخ 2006/12/24 بين ممثلي وزارة المالية و المجاهدين، المخصص لتفعيل القرار الوزاري المشترك، ثم التوصل بموجب إتفاق مشترك، الى الشروع في مرحلة أولية، الى تقسيط المنح القابلة للدفع عن طريق التحويل.

تبقى الدفوعات عن طريق دفتر الإيصالات قابلة للدفع كل ثلاثة اشهر، و يتم استكمالها في المرحلة الثانية.

تهدف هذه التعليمية الى توضيح كفيات تفعيل الدفوعات الشهرية للمنح، القابلة للدفع عن طريق التحويل.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- الوزارة (و للتبليغ للأمريين بالصرف الثانويين).
- الولاية.
- المديريات الجهوية للخرينة.

إن أوامر و حوالات الدفع المدعمة بالوثائق الثبوتية المرفوقة بعلامة خدمة مؤداة و الصادرة في هذا الإطار و المقبولة في النفقة من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات ينجر عنها الكتابات التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزية :

- خصوم حساب رقم 302.089، السطر 003 باب القطاع المعني.
- أصول الحساب المالي للتسوية.

- على مستوى أمناء الخزائن الولايات :

- خصوم حساب رقم 302.089 السطور المعنية.
- أصول حساب مالي للتسوية.

تسطر النفقات المسجلة في الحساب رقم 302.089 من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات في محاسبة ملحقة حسب كل قطاع و كل فصل.

الرصيد الدائن المستخرج نهاية السنة في الأسطر 003، 004 و 005 من الحساب رقم 302.089 يتم إعادة أخذه في ميزان الدخول فيما يخص السنة الموالية.

يجب أن يكون هذا الرصيد موافق لبواقي الأصول التي تظهر على مستوى مختلف الفصول و القطاعات المعنية للبرامج، القطاعات و المخططات البلدية للتنمية.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.089 يرسل شهريا كل من أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات إلى المديرية العامة للميزانية و ضعية يبين فيها حسب السطر و حسب القطاع الإعتمادات المفوضة، النفقات المنجزة، الرصيد المتبقي، و نسبة التنفيذ.

أطلب منكم اسهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

2) سحب الإعتمادات من السنوات المنصرمة :

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

فور إستيلاء تفويض الإعتماد على السنوات المنصرمة، يشرع أمناء الخزائن في إجراء الكتابات التالية :

أ) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 (برنامج قطاعي ممرکز) باب ميزان الدخل.
- تقوية أصول حساب رقم 500.001/001 باب ميزان الدخل.

ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001/001.
- أصول حساب رقم 500.005/001.

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء التحويل، يشرع أمين الخزينة المركزي في إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- خصوم حساب رقم 500.005/002.
- أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 (البرنامج القطاعي الممرکز).

على مستوى المحاسبة الملحقة، يجب أن يظهر مبلغ السحب في باب "بواقي السنوات المنصرمة".

ب) الأمر بالصرف، تحرير الحوالات و تسديد النفقات :

يؤمر بصرف و تحرير حوالات النفقات المخصومة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 طبقا لقواعد المحاسبة العمومية من طرف الأمرين بالصرف المعنيين فيما يخص عمليات التجهيز العمومية المسجلة بإسمهم فيما يتعلق بالبرنامج الخاص بمناطق الجنوب.

تكون قابلة الدفع في حدود رخص البرامج و إعتمادات الدفع الممنوحة لكل قطاع و الفصل المقيد في الميزانية على حدى.

تخضع النفقات من هذا القبيل لتأشيرة المراقب المالي طبقا للتنظيم المعمول به.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

يقوم امناء الخزائن الولائية بإلغاء مبلغ السحب على مستواهم عن طريق المقابل كمايلي :

- تقليص خصوم حساب رقم 202.018 سطر القطاع المعني.

- تقليص أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 باب الأمر بالصرف المعني. (برنامج قطاعي ممرکز).

في حالة نقص في الإعتمادات التي تسمح بالتكفل بالسحب المأمور به يتعين على أمين الخزينة المعني إبلاغ أمين الخزينة المركزي على الفور عن طريق الفاكس حتى يتمكن هذا الأخير من إتخاذ الإجراءات الملائمة بالتنسيق مع القطاع المعني.

أ- 4 / التكفل بتفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة :

1) تفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة :

فور إستيلاء تفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة يشرع أمين الخزينة المركزي بعد التحقيق في إجراء الكتابات التالية :

أ) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 (البرنامج القطاعي الممرکز) باب ميزان الدخول.
- تقوية أصول حساب رقم 500.001/001 (عمليات متفرقة للتصنيف و التسوية) باب ميزان الدخول.

ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001/001.

- أصول حساب رقم 500.005/001 إيرادات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين.

فور إستيلاء تحويل الإيرادات يشرع أمناء الخزائن في إنجاز العمليات التالية عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.005/002.

- أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 (برنامج قطاعي ممرکز).

الإعتماد المقيد هكذا سيوضع في محاسبة ملحقة علي مستوي بواقي السنوات المنصرمة.

أ- 2 / وضع أوامر تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز لصالح الأمرين بالصرف الثانويين وكذا تبليغات تخصيصات الميزانية الهيئات العمومية ذات الطابع المحلي :

ينجر عن الأوامر المتضمنة تفويض الإعتمادات إلى الأمرين بالصرف الثانويين وكذا مقررات تبليغ تخصيصات الميزانية لصالح الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري تحت الوصاية المبلغة من طرف الوزراء في إطار البرنامج الخاص بمناطق الجنوب إلى الأمين الخزينة المركزي، و أمناء الخزائن الولائية، الكتابات المحاسبية التالية.

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء أمر تفوض الإعتمادات أو تبليغ تخصيص الميزانية يشرع أمين الخزينة المركزية عن طريق المقابل في :

- تقليص خصوم الحساب رقم 202.018 سطر القطاع المعني.

- تقليص أصول الحساب رقم 302.089 السطر 003 باب الأمر بالصرف المعني.

بعد إجراء الكتابات المحاسبية المبينة أعلاه يشرع أمين الخزينة المركزي و عن طريق الفاكس في تبليغ الإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية إلى أمناء الخزائن الولائية المعنيين.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

فور إستيلاء الفاكس يتكفل أمناء الخزائن الولائية بالإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية عن طريق كتابة ثابتة على النحو التالي :

- خصوم حساب رقم 202.018 سطر القطاع المعني.

- أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 باب الأمر بالصرف المعني.

أ- 3 / وضع أوامر سحب تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز :

يتم سحب الإعتمادات ضمن نفس الأشكال و تبليغ عن طريق الفاكس و ينجر عنها إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.018 سطر القطاع المعني.

- أصول حساب رقم 302.089 السطر 003 باب الأمر بالصرف المعني.

- على مستوى أمناء خزائن الولايات : العمليات الممركزة من نفس هذا البرنامج التي أوكل وزراء الوصاية المعنيين تنفيذها عن طريق مستخرج رخصة البرنامج و اعتماد الدفع إلى المديرين التنفيذيين و كذا مسؤولي الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري على المستوى المحلي.

السطر 004 : برنامج قطاعي غير ممرکز (الولاية آمرون بصرف و حدين).

لا يعمل هذا السطر إلا على مستوى أمناء الخزائن الولائية و يسجل فقط عمليات المخطط القطاعي غير الممرکز المسجلة فيما يخص البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب بإسم الولاية و المنفذة من طرفهم بصفتهم آمريين بالصرف و حيدين.

طبقا للمادة 29 من القانون رقم 90 - 21 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية و في حدود صلاحيتهم و تحت مسؤوليتهم يمكن للولاية إعطاء تفويض بالإمضاء لموظفين موضوعين تحت سلطتهم المباشرة.

السطر 005 : مخططات البلدية للتنمية

طبقا للمادة 04 من المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه، تكون التخصيصات الميزانية لعمليات الاستثمارات العمومية المسجلة بعنوان البرنامج الخاص بتنمية ولايات الجنوب، موضوع مقرر تبليغ من طرف وزير المالية إلى الأمرين بالصرف المعنيين.

يعتبر هذا المقرر بمثابة أمرا بالتحويل من حساب نفقات التجهيز إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 و ينجم عنه الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين خزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.018، سطر القطاع المعني.
- أصول الحساب رقم 302.089، السطر 003 باب الأمر بالصرف المعني.

- على مستوى أمناء خزائن الولايات :

- خصوم حساب رقم 202.018 أو 202.019 حسب الحالة سطر القطاع المعني.
- أصول الحساب رقم 302.089 السطر 003.004 و 005 حسب الحالة باب الأمر بالصرف المعني.

تسطر المبالغ المحولة في أصول الحساب رقم 302.089 فيما يخص تخصيصات الميزانية و كذا النفقات التابعة لها من خلال محاسبة ملحقة حسب كل فصل و كل عملية.

يشمل الحساب رقم 202.018 السابق الذكر الأسطر التالية :

- السطر 001 : صناعة المعامل.
- السطر 002 : المناجم و الطاقة.
- السطر 003 : الفلاحة و الري.
- السطر 004 : خدمات منتجة.
- السطر 005 : بني تحتية إقتصادية وإدارية.
- السطر 006 : التربة و التكوين.
- السطر 007 : بني تحتية إجتماعية و ثقافية.
- السطر 008 : السكن.
- السطر 009 : متفرقة.

2- إنجاز العمليات المحاسبية :

أ- تقييد الإيرادات :

أ-1- وضع تخصيص الميزانية :

بموجب أحكام النصوص المشار إليها في المرجع، يستقبل الحساب رقم 302.089 في الأصول تخصيصات الميزانية الموجهة لتغطية النفقات المتعلقة بعمليات الاستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب.

للسماح بتفريد العمليات التي تمت في هذا الإطار، يعاد ترتيب هيكله الحساب رقم 302.089 تهيئ كما يلي :

- السطر 001 : الوزارة المكلفة بالمالية (الخزينة الرئيسية).
- السطر 002 : تسيير الولاية (الخزائن الولائية).

يستمر سير هذان السطران على مستوى الخزينة الرئيسية و خزائن الولايات حسب الأحكام المتخذة عن طريق التعليم رقم 10 المؤرخة في 16/04/2001، المعدلة و المتممة.

السطر 003 : برنامج قطاعي ممرکز، يسجل هذا السطر :

- على مستوى أمين الخزينة المركزية : عمليات البرنامج الخاص بالتنمية مناطق الجنوب بالمركز المنفذة من طرف الوزراء بصفتهم الأمرين بالصرف الأولين و كذلك مسؤولي الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري، ذات الطابع الوطني.

في باب النفقات :

- تمويل عمليات تنمية مناطق الجنوب بمنح الأولوية للمشاريع الهيكلية،

- التمويل المؤقت للبرنامج الخاص لتنمية ولايات الجنوب،

تقرر المشاريع الممولة عن طريق هذا الصندوق في مجلس الوزراء.

الجماعات الإقليمية المستفيدة من تمويل هذا الصندوق هي ولايات أدرار، بشار، تندوف، بسكرة، الوادي،

ورقلة، غرداية، لغواط، اليزي، تامنرست.

تنفيذ النفقات المتعلقة بالبرنامج الخاص لتنمية مناطق الجنوب من طرف الأمرين بالصرف المعنيين طبقا

للتنظيم المعمول به.

يقوم الوزراء و الولاية المعنيين بالمشاريع المسجلة لديهم بإجراء الإلتزام بالتصفية و الأمر بصرف عمليات

الاستثمارات لولايات الجنوب المنفذة على حساب التخصيص الخاص 302.089 طبقا للمشاريع و التنظيم

المعمول بهما.

طبقا لأحكام المادة 07 من المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه يتم العمل ببرنامج تنمية مناطق الجنوب من

خلال برامج العمل في إطار الميزانيات السنوية.

تنفذ النفقات المقيدة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 طبقا للمدونة المتضمنة تصنيف

الاستثمارات العمومية المعمول بها.

على الوزراء و الولاية المعنيين، إرسال وضعية مفصلة تبين حالة تقدم المشاريع المسجلة لديهم، و كذا

وضعية تتعلق باستهلاك تخصيصات الميزانية التي منحت لهم إلى الوزير المكلف بالمالية كل ثلاث أشهر.

II - أحكام محاسبية

- خصم نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بمناطق الجنوب :

للسماح بإنجاز عمليات التجهيز التابعة للبرنامج الخاص بمناطق الجنوب التي تدخل في إطار أحكام هذه

التعليمية، تفتح في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 2، الحساب العام 20، الفرع 2 الحسابات التالية :

- حساب رقم 202.018 : نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب.

- حساب رقم 202.019 : نفقات تمت فيما يخص المخططات البلدية للتنمية (البرنامج الخاص بتنمية مناطق الجنوب)

التعليمة رقم 10 المؤرخة في 2007/03/07

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 معنون "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب".

المرجع : - الأمر رقم 06 - 04 المؤرخ في 15 جويلية 2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لا سيما المادة 23 منه،

- المرسوم التنفيذي رقم 06 - 485 المؤرخ في 23 ديسمبر 2006 يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 "صندوق خاص لتنمية منطوق الجنوب"،
- التعليمة رقم 10 المؤرخة في 16 أفريل 2001 معدلة و متممة،

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكفاءات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع المأخوذ تطبيقا للمادة 23 من الأمر رقم 06 - 04 المؤرخ في 15 جويلية 2006، المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006.

I - أحكام عامة

يحرك الحساب رقم 302.089 عن طريق الوزير المكلف بالمالية بصفته الأمر بالصرف الرئيسي، و يعمل ضمن كتابات أمين الخزينة المركزي أمين الخزينة الرئيسي و أمناء خزائن الولايات المعنيين.

يقيد الحساب 302.089 :

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة في حدود 2% من إيرادات الجباية البترولية،
- أي مورد آخر أو مساهمة أو معونة محتملة،
- تخصيصات الميزانية الممنوحة سنويا في إطار البرنامج التكميلي لتنمية الهضاب العليا،

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- الوزارة (و للتبليغ للأمرين بالصرف الثانويين).
- الولاية.
- المديريات الجهوية للخرينة.
- الخزينة الرئيسية.

إن أوامر و حوالات الدفع المدعمة بالوثائق الثبوتية المرفوقة بعلامة خدمة مؤداة و الصادرة في هذا الإطار و المقبولة في النفقة من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات ينجر عنها الكتابات التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزية :

- خصوم حساب رقم 302.116، السطر 001 باب القطاع المعني.
- أصول الحساب المالي للتسوية.

- على مستوى أمناء الخزائن الولايات :

- خصوم حساب رقم 302.116 السطور المعنية.
- أصول حساب مالي للتسوية.

تسطر النفقات المسجلة في الحساب رقم 302.116 من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات في محاسبة ملحقة حسب كل قطاع و كل فصل.

الرصيد الدائن المستخرج نهاية السنة في الأسطر 003، 004 و 005 من الحساب رقم 302.116 يتم إعادة أخذه في ميزان الدخول فيما يخص السنة الموالية.

يجب أن يكون هذا الرصيد موافق لبواقي الأصول التي تظهر على مستوى مختلف الفصول و القطاعات المعنية للبرامج، القطاعات و المخططات البلدية للتنمية.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.116 يرسل شهريا كل من أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات إلى المديرية العامة للميزانية وضعية يبين فيها حسب السطر و حسب القطاع الإعتمادات المفوضة، النفقات المنجزة، الرصيد المتبقي، و نسبة التنفيذ.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

2) سحب الإعتمادات من السنوات المنصرمة :

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

فور إستلام تفويض سحب الإعتماد على السنوات المنصرمة، يشرع أمناء الخزائن في إجراء الكتابات التالية :

أ) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 (برنامج قطاعي ممرکز) باب ميزان الدخل.
- تقوية أصول حساب رقم 500.001/001 باب ميزان الدخل.

ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001/001.
- أصول حساب رقم 500.005/001.

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء التحويل، يشرع أمين الخزينة المركزي في إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- خصوم حساب رقم 500.005/002.
- أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 (البرنامج القطاعي الممرکز).

على مستوى المحاسبة الملحقة، يجب أن يظهر مبلغ السحب في باب "بواقي السنوات المنصرمة".

ب) الأمر بالصرف، تحرير الحوالات و تسديد النفقات :

يؤمر بصرف و تحرير حوالات النفقات المخصومة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 طبقاً لقواعد المحاسبة العمومية من طرف الأمرين بالصرف المعنيين فيما يخص عمليات التجهيز العمومية المسجلة بإسمهم فيما يتعلق بالبرنامج الخاص بالهضاب العليا.

تكون قابلة الدفع في حدود رخص البرامج و إعتمادات الدفع الممنوحة لكل قطاع و الفصل المقيد في الميزانية على حدی.

تخضع النفقات من هذا القبيل لتأشيرة المراقب المالي طبقاً للتنظيم المعمول به.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

يقوم امناء الخزائن الولائية بإلغاء مبلغ السحب على مستواهم عن طريق المقابل كما يلي :

- تقليص خصوم حساب رقم 202.016 سطر القطاع المعني.

- تقليص أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني. (برنامج قطاعي ممرکز).

في حالة نقص في الإعتمادات التي تسمح بالتكفل بالسحب المأمور به يتعين على أمين الخزينة المعني إبلاغ أمين الخزينة المركزي على الفور عن طريق الفاكس حتى يتمكن هذا الأخير من إتخاذ الإجراءات الملائمة بالتنسيق مع القطاع المعني.

أ- 4 / التكفل بتفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة :

1) تفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة :

فور إستيلاء تفويض الإعتمادات على بواقي السنوات المنصرمة يشرع أمين الخزينة المركزي بعد التحقيق في إجراء الكتابات التالية :

أ) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.016 السطر 001 (البرنامج القطاعي الممرکز) باب ميزان الدخول.
- تقوية أصول حساب رقم 500.001/001 (عمليات متفرقة للتصنيف و التسوية) باب ميزان الدخول.

ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001/001.

- أصول حساب رقم 500.005/001 إيرادات مفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين.

عند إستيلاء تحويل الإيرادات يشرع أمناء الخزائن في إنجاز العمليات التالية عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.005/002.

- أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 (برنامج قطاعي ممرکز).

الإعتماد المقيد هكذا سيوضع في محاسبة ملحقة علي مستوي باقي السنوات المنصرمة.

أ- 2 / وضع أوامر تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز لصالح الأمرين بالصرف الثانويين و كذا تبليغات تخصيصات الميزانية للهيئات العمومية ذات الطابع المحلي :

ينجر عن الأوامر المتضمنة تفويض الإعتمادات إلى الأمرين بالصرف الثانويين و كذا مقررات تبليغ تخصيصات الميزانية لصالح الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري تحت الوصاية المبلغة من طرف الوزراء في إطار البرنامج الخاص بالهضاب العليا إلى الأمين المركزي للخزينة و أمناء الخزائن الولائية، الكتابات المحاسبية التالية.

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء أمر تفوض الإعتمادات أو تبلغ تخصيص الميزانية يشرع أمين الخزينة المركزية عن طريق المقابل في :

- تقليص خصوم الحساب رقم 202.016 سطر القطاع المعني.
- تقليص أصول الحساب رقم 302.116 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني.

بعد إجراء الكتابات المحاسبية المبينة أعلاه يشرع أمين الخزينة المركزي و عن طريق الفاكس في تبليغ الإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية إلى أمناء الخزائن الولائية المعنين.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

عند إستيلاء الفاكس يتكفل أمناء الخزائن الولائية بالإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية عن طريق كتابة ثابتة على النحو التالي :

- خصوم حساب رقم 202.016 سطر القطاع المعني.
- أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني.

أ- 3 / وضع أوامر سحب تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز :

يتم سحب الإعتمادات ضمن نفس الأشكال و تبليغ عن طريق الفاكس و ينجر عنها إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.016 سطر القطاع المعني.
- أصول حساب رقم 302.116 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني.

- على مستوى أمناء خزائن الولايات : العمليات الممركزة من نفس هذا البرنامج التي أوكل وزراء الوصاية المعنيين تنفيذها عن طريق مستخرج رخصة البرنامج و اعتماد الدفع إلى المديرين التنفيذيين و كذا مسؤولي الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري على المستوى المحلي.

السطر 002 : برنامج قطاعي غير مركزي (الولاية أمرين بصرف وحدين).

لا يعمل هذا السطر إلا على مستوى أمناء الخزائن الولائية و يسجل فقط عمليات المخطط القطاعي غير الممركز المسجلة فيما يخص البرنامج الخاص بالتنمية الإقتصادية للهضاب العليا بإسم الولاية و المنفذة من طرفهم بصفتهم أمرين بالصرف وحيدين.

طبقا للمادة 29 من القانون رقم 90 - 21 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية و في حدود صلاحيتهم و تحت مسؤوليتهم يمكن للولاية إعطاء تفويض بالإمضاء لموظفين موضوعين تحت سلطتهم المباشرة.

السطر 003 : مخططات البلدية للتنمية

طبقا للمادة 03 من المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه، تكون التخصيصات الميزانية لعمليات الاستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لتنمية الهضاب العليا، موضوع مقرر تبليغ من طرف وزير المالية إلى الأمرين بالصرف المعنيين.

يعتبر هذا المقرر بمثابة أمرا بالتحويل من حساب نفقات التجهيز إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 و ينجم عنه الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.016، سطر القطاع المعني

- أصول الحساب رقم 302.116، السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

- خصوم حساب رقم 202.016 أو 202.017 حسب الحالة سطر القطاع المعني

- أصول الحساب رقم 302.116 السطر 002.001 و 003 حسب الحالة باب الأمر بالصرف المعني

تسطر المبالغ المحولة في أصول الحساب رقم 302.116 فيما يخص تخصيصات الميزانية و كذا النفقات التابعة لها من خلال محاسبة ملحقة حسب كل فصل و كل عملية.

- حساب رقم 202.016 : نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص بالتنمية الاقتصادية للهضاب العليا.

- حساب رقم 202.017 : نفقات تمت فيما يخص المخططات البلدية للتنمية (البرنامج الخاص بالتنمية الاقتصادية للهضاب العليا).

يشمل الحساب رقم 202.016 السابق الذكر الأسطر التالية :

السطر 001 : صناعة المعامل.

السطر 002 : المناجم و الطاقة.

السطر 003 : الفلاحة و الري.

السطر 004 : خدمات منتجة.

السطر 005 : بني تحتية إقتصادية وإدارية.

السطر 006 : التربية و التكوين.

السطر 007 : بني تحتية إجتماعية و ثقافية.

السطر 008 : السكن.

السطر 009 : متفرقة.

2- إنجاز العمليات المحاسبية :

أ- تقييد الإيرادات :

أ-1 / وضع تخصيص الميزانية :

بموجب أحكام النصوص المشار إليها في المرجع، يستقبل الحساب رقم 302.116 في الأصول تخصيصات الميزانية الموجهة لتغطية النفقات المتعلقة بعمليات الاستثمار العمومي المسجلة بعنوان البرنامج الخاص بالتنمية الاقتصادية للهضاب العليا.

للسماح تقييد العمليات التي تمت في هذا الإطار تفتح ضمن الحساب رقم 302.116 السطور التالية :

السطر 001 : برنامج قطاعي ممرکز، يسجل هذا السطر

- على مستوى أمين الخزينة المركزية : عمليات البرنامج الخاص بالتنمية الاقتصادية للهضاب العليا الممرکزة و المنفذة من طرف الوزراء بصفتهم اللأمرين بالصرف الأولين و كذلك مسؤولي الهيئات العمومية ذات الطابع الإداري، ذات الطابع الوطني.

- وادي خلوف	- الدشمية
- المشيرة (ولاية ميله)	- سور الغزلان
- بئر بوحوش	- ريدان
- سافل الويدان	- المعمورة
- ترقات	- ديرة
- ام العظايم	- الحجر الزرقاء
- مداوروش	- تاقديت
- وادي الكبريت	- مزدور
- الدريعة	- برج او خريص
- تاورة	- الحاكمة (ولاية البويرة)
- سيدي فرج (ولاية سوق اهراس)	- تاجنات

تنفيذ النفقات المتعلقة بالبرنامج التكميلي لتنمية لهضاب العليا من طرف الأمرين بالصرف المعنيين طبقا للتنظيم المعمول به.

يقوم الوزراء و الولاية المعنيين بالمشاريع المسجلة لديهم بإجراء الالتزام التصفية و الأمر بصرف عمليات الاستثمارات للبرنامج التكميلي لتنمية الهضاب العليا المنفذة على حساب التخصيص الخاص 302.116 طبقا للتشريع و التنظيم المعمول بهما.

طبقا لأحكام المادة 7 من المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه، يتم العمل بالبرنامج التكميلي للهضاب العليا من خلال برامج العمل في إطار الميزانيات السنوية.

تنفيذ النفقات المقيدة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 طبقا للمدونة المتضمنة تصنيف الاستثمارات العمومية المعمول بها.

على الوزراء و الولاية المعنيين، إرسال وضعية مفصلة تبين حالة تقدم المشاريع المسجلة لديهم، و كذا وضعية تتعلق بإستهلاك تخصيصات الميزانية التي منحت لهم إلى الوزير المكلف بالمالية كل ثلاث أشهر.

II - أحكام محاسبية

- خصم نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص للهضاب العليا :

للسماح بإنجاز عمليات التجهيز التابعة للبرنامج الخاص بالهضاب العليا التي تدخل في إطار أحكام التعليمات هذه، تفتح في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 2، الحساب العام 20، الفرع 2 الحسابات التالية :

- تافيسور
- مسيد (ولاية سيدي بلعباس)
- عين ولمان
- ولاد سي احمد
- عين ازال
- بيضة برج
- عين الحجر
- صالح باي
- الحامة
- اولاد تبان
- الرصفة
- بوطالب
- حمام السخنة
- الظاية
- التلة
- الولجة (ولاية سطيف)
- برج بوعريريج
- اليشير
- بليمور
- العنصر
- الحمادية
- القصور
- العش
- الرابطة (ولاية برج بوعريريج)
- عين الزيتون
- الزورق
- الفجوج بوغرارة سعودي
- فكرينة
- واد نيني
- البلالة
- بحير الشرقي
- الراحية
- مسكيانة
- الضلعة
- بريش
- الجازية
- عين البيضاء (ولاية ام البواقي)
- الشهبونية
- بوغزول
- بوعيشون
- السانق
- دراق
- عزيز
- ام الجليل
- قصر البوخاري
- مفتاح
- اولاد معرف
- العوينات
- عين بوسيف
- سيدي دامد
- عين القصير
- كاف آلا خضر
- شلالة العذاورة
- شنقل
- تفرات
- سيدي زاهر
- جواب (ولاية مدية)
- خميستي
- العيون
- ثنية الحد
- عماري
- سيدي عابد
- المعصم
- برج الأمير عبد القادر
- تيسمسيلت
- اولاد بسام (ولاية تيسمسيلت)

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة في حدود 3% من إيرادات الجباية البترولية،
- أي مورد آخر أو مساهمة أو معونة محتملة،
- تخصيصات الميزانية الممنوحة سنويا في إطار البرنامج التكميلي لتنمية الهضاب العليا،

في باب النفقات :

- التمويل الكلي أو الجزئي لبرامج و مشاريع البنى التحتية لتنمية مناطق الهضاب العليا،
- دعم الاستثمارات المنتجة في المنطقة،
- التمويل المؤقت للبرنامج التكميلي لتنمية الهضاب العليا،

تقرر البرامج الممولة عن طريق هذا الصندوق في مجلس الوزراء.

الجماعات الإقليمية المستفيدة من تمويل هذا الصندوق هي الولايات التالية :

البيضا، نعامة، سعيدة، تيارت، جلفة، مسيلة، باتنة، خنشلة، و تبسة، و كذلك البلديات الآتي ذكرها :

- | | |
|------------------------|-------------------|
| - عين تالوت | - تاغاليمت |
| - بني صميل | - الضاية |
| - العزايل | - مزاورو |
| - سبدو | - مولاي سليسن |
| - بني سنوس | - الحصية |
| - عين الغرابة | - عين تيندامين |
| - بني بهدل | - سيدي علي بن يوب |
| - بني بوسعيد | - شتوان بليلة |
| - لعريشة | - راس الماء |
| - سيدس الجيلالي | - واد السبع |
| - البويهي | - رجم دموش |
| - القور (ولاية تلمسان) | - مرحوم |
| - تنيرة | - سيدي شعيب |
| - وادى سفيون | - بير الحمام |
| - حاسي دحو | - مرين |
| - بن عشيبه الشلية | - واد تاويريرة |
| - تلاغ | - تاودموت |

التعليمية رقم 09 المؤرخة في 2007/03/07

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 المعنون "الصندوق الخاص للتنمية الاقتصادية للهضاب العليا".

المرجع : - قانون قم 03-22 المؤرخ في 2003/12/28، المتضمن قانون المالية لسنة 2003، لا سيما المادة 67 منه،
- الأمر 06-04 المؤرخ في 15 جويلية 2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لا سيما المادة 22 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 06-486 المؤرخ في 23 ديسمبر 2006 يحدد كليات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 "الصندوق الخاص للتنمية الاقتصادية للهضاب العليا"،

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع المأخوذ تطبيقا للمادة 22 من الأمر رقم 06-04 المؤرخ في 15 جويلية 2006، المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006.

I- أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.116 المفتوح بموجب المادة 22 من قانون المالية التكميلي لسنة 2006 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية ببرر خصوما و أصولا، و يعمل في كتابات أمين الخزينة المركزية و أمناء خزائن الولايات.

يكون الوزير المكلف بالمالية اللأمر بالصرف الرئيسي لهذا الصندوق.

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 551 : السنة المالية الجارية،

- 553 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 55 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات الممنوحة من طرف الدولة،
- المساهمات المحتملة للمؤسسات أو الهيئات الوطنية أو الدولية،
- الهبات و الوصايا،
- كل الموارد الأخرى المرتبطة بنشاط المرصد.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
 - كل نفقات الأخرى المرتبطة بإنجاز برنامج و مهام المرصد.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- وزارة التربية الوطنية.
- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.
- المديرية الجهوية للخبزينة.
- المرصد الوطني للتربية و التكوين.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 08 المؤرخة في 2007/03/07

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمرصد الوطني للتربية و التكوين.
- إنشاء حساب فرعي رقم 55 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 03 - 406 المؤرخ في 05 نوفمبر 2003 المتضمن إنشاء المرصد الوطني للتربية و التكوين، تنظيمه و سيره.
- القرار رقم 04 المؤرخ في 2007/03/06 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المرصد الوطني للتربية و التكوين.

1- أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 03 - 406 المؤرخ في 05 نوفمبر 2003 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المرصد الوطني للتربية و التكوين.

يعد هذا المرصد مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المرصد السالف ذكره، بموجب القرار رقم 04 المؤرخ في 2007/03/06.

2- أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمرصد المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 55 تحت عنوان "المرصد الوطني للتربية و التكوين".

يمول الحساب رقم 520.100 مسبقا برصيد الباب الحساب الجاري البريدي لمحاسبي الخزينة و الوكالات المالية المثبت بتاريخ 2002/12/31 و المقيد في السطر 001 للحساب رقم 401.004 "حساب إيداع في خزينة بريد الجزائر".

بالمثل، يخصم أو يمول هذا الحساب بموجب عمليات تطهير لحسابات التمويل و التفريغ.

بعد إنجاز عمليات تطهير الحسابات الجارية البريدية و تسوية التغير الملحوظ لفائدة الخزينة أو بريد الجزائر و هذا سواء كان إيجابيا أو سلبيا، يجب أن يقدم الحساب الجاري البريد للضبط رصيدا عديما.

أطلب منكم اسهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبة المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولاية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبة.
- وزارة البريد و تكنولوجيا الإعلام و الإتصال.
- المديرية العامة لبريد الجزائر.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية الجهوية للخزينة.

التعليمة رقم 07 المؤرخة في 14/02/2007

الموضوع : سير حساب الضبط الجاري البريدي.
- فتح حساب.

المرجع : - القانون رقم 03.02 المؤرخ في 05 أوت 2000، المتمم، يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و الإتصالات.
- المرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 14 جانفي 2002 يتضمن إنشاء بريد الجزائر.
- المرسوم التنفيذي رقم 193.04 المؤرخ في 15 جويلية 2004، يتعلق بمسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين و بفتح حساب جاري باسم بريد الجزائر في كتابات بنك الجزائر.
- قرار وزاري مشترك رقم SP/30 مؤرخ في 22/09/2005.

1- أحكام عامة

بمقتضى المادة 14 من القرار الوزاري المشترك المذكور أعلاه، المأخوذ تطبيقا للمرسوم التنفيذي رقم 193.04 المؤرخ في 15/07/2005، توضع العمليات الناتجة عن تسوية تغير الوضعية المثبتة للأرصدة الشهرية الخاصة بالحسابات الجارية البريدية للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة و محاسبي الوكالات المالية في حساب بريدي جاري للضبط و الذي يفتح ضمن كتابات بريد الجزائر باسم العون المحاسبي المركزي للخبزينة.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية لتقييد العمليات المدرجة في هذا الإطار.

2- أحكام محاسبة

يمثل الحساب الجاري البريدي للضبط و المحرك من قبل بريد الجزائر مقابل التسوية الدورية التي تتدخل عن طريق الحسابات الجارية لبنك الجزائر بين الخبزينة و بريد الجزائر.

يسجل هذا الحساب التسويات المتبادلة بين بريد الجزائر و الخبزينة و المتعلقة بالحسابات الجارية البريدية للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة و محاسبي الوكالات المالية.

هـ- تقييد عمليات التغيير فيما يخص الحسابات الجارية البريدية المصنفة في الباب 01 :

يتم معاينة العمليات الناحية عن تسوية التغيير و المتعلقة بالحسابات الجارية البريدية الخاصة بالباب 01، المحاسبين الرئيسيين للخبزفة (العون المحاسبي المركزي للخبزفة، أمين الخبزفة المركزي، أمين الخبزفة، أمين الخبزفة الرئيسي، أمناء خزائن الولاية) اسبي الوكالات المالية (ضرائب، جمارك و أملاك) في حساب ضبط مفتوح في كتابات بريد الجزائر باسم العون المحاسبي المركزي للخبزفة.

أطلب منكم اسهر على تطبيق أحكام التعليفة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيز :

- الوكالة المحاسبة المركزية للخبزفة.
- الخبزفة المركزية.
- الخبزفة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبة.
- وزارة البريد و تكنولوجيايات الإعلام و الإتصال.
- المديرية العامة لبريد الجزائر.
- المديرية العامة للخبزفة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية العامة للخبزفة.

ج- تسوية التغير :

في حالة تغير إيجابي للوضع المثبتة للحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين (باب 1 و 2) و الرصيد المثبت للأرصدة الدائنة لبنك الجزائر و كذلك للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين و الذين ليس لديهم محاسبون أو وكلاء عموميون (باب 3)، يشرع بريد الجزائر في تسوية مبلغ هذا التغير لفائدة حساب التسوية للخزينة عن طريق النظام ARTS.

في حالة تغير سلبي لهذه الوضعيات و للأرصدة الدائنة المذكورة أعلاه يشرع العون المحاسبي المركزي للخزينة بوسطة نظام ARTS على تسوية هذا التغير لفائدة بريد الجزائر.

د- تقيد عمليات التغير فيما يخص الحسابات الجارية البريدية المصنفة في البابين 2 و 3 :

و وفقاً للإشعار المدين أو الدائن ممثل التسوية بواسطة ARTS و على أساس الحالة التفصيلية المرسله من طرف بريد الجزائر، يتم إنجاز الكتابات التالية :

- بالنسبة للتغيرات الإيجابية :

فور استلام إشعار الدائن، يشرع العون المحاسبي المركزي للخزينة في إجراء الكتابات أدناه و وفقاً للأبواب المعنية :

- **خصوم 110.001** : حساب جاري للخزينة في بنك الجزائر.

- **أصول 401.004** : سطر 002 "الأرصدة الدائنة للمحاسبين و الوكلاء العموميين الآخرين".

و / أو

- **أصول 401.004** : سطر 003 "الأرصدة الدائنة لبنك الجزائر للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الذين ليس لديهم محاسبون أو وكلاء عموميون" حسب الحالة.

- بالنسبة للتغير السلبية :

فور استلام إشعار المدين، يشرع العون المحاسبي المركزي للخزينة وفقاً للأبواب المعنية في إجراء الكتابات أدناه :

- **أصول 110.001** : حساب جاري للخزينة في بنك الجزائر.

- **خصوم 401.004** : سطر 002 "أرصدة دائنة للمحاسبين و الوكلاء العموميين الآخرين".

و / أو

- **خصوم 401.004** : سطر 003 "أرصدة دائنة لبنك الجزائر للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الذين ليس لديهم محاسبين أو وكلاء عموميين" حسب الحالة.

- سير الحساب 004.401 :

يسجل هذا الحساب :

- في الأصول :

- أرصدة أصحاب الحسابات الجارية البريدية الموزعة حسب الأبواب كما هو مبين في كتابات البريد بتاريخ 31 ديسمبر 2002،

- تزايد الأرصدة المثبتة دوريا عن طريق الخصم من الحساب 110.001 "حساب جاري للخبزينة في بنك الجزائر"،

- في خصوم : نقص الأرصدة المثبتة دوريا عن طريق تمويل الحساب 110.001 "حساب جاري للخبزينة في بنك الجزائر".

ب- تثبت الحسابات الجارية البريدية :

بمقتضى المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 193.04 المشار إليه أعلاه و المادة 23 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22/09/2005، عند نهاية كل شهر تثبت بريد الجزائر حسب كل باب حالة الحسابات الجارية البريدية الناتجة عن العمليات المسطرة في كتاباتها خلال الشهر.

إن مبالغ الوضعية الأولية التي تشكل القاعدة المرجعية لهذه التثبيت هي تلك الموقوفة في 31/12/2002 و المصادق عليها بموجب مذكرة القبول مؤشر عليها حضوريا من طرف العون المحاسبي المركزي للخبزينة و العون المحاسبي المركزي للميزانية الملحقة السابقة للبريد و الموصلات.

تسطر الوضعية المثبتة للأرصدة الشهرية للحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين و كذلك بنك الجزائر و الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الذين ليس لديهم محاسبون أو وكلاء عموميون، في حساب مفتوح باسم الخبزينة في كتابات بريد الجزائر و فقاً للأبواب المشار إليها أعلاه.

يرسل بريد الجزائر إلى العون المحاسبي المركزي للخبزينة خلال نهاية العشرية الأولى للشهر الموالي، الحالات التفصيلية للتغير المثبت و المعين على مستوى كل باب.

في نفس اليوم يوافق بريد الجزائر المديرية العامة للخبزينة الحالة التفصيلية للوضعية المثبتة موضحة تغير الأرصدة الدائنة لبنك الجزائر الأشخاص الطبيعيين و المعنويين الذين ليس لديهم محاسبون أو وكلاء عموميون و الذين يكون إيداعها في الخبزينة مأجورا.

يترتب عن تغير هذه الوضعية تسوية من طرف الخبزينة أو بريد الجزائر حسب ما إذا كانت هذه الوضعية المثبتة المذكورة إيجابية أو سلبية.

- محاسبي البلديات،
- الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الذين ليس لديهم محاسب أو وكيل عموميين،
- بنك الجزائر.

لسهولة الإستعمال من الناحية العملية و المحاسبية يصنف أصحاب الحسابات الجارية البريدية المشار إليهم أعلاه في ثلاث أبواب :

- 1- المحاسبون الرئيسيون للخزينة و محاسبو الوكالات المالية،
- 2- المحاسبون الآخرون الذين لا يجب أن تقدم حساباتهم الجارية البريدية أرصدة مدينة،
- 3- بنك الجزائر و الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الذين ليس لديهم محاسب أو وكيل عموميين.

يستثنى من أحكام القرار الوزاري المشترك السالف الذكر أرصدة الحسابات الجارية البريدية للقابضين الموجهة لعمليات الأمر.

2- أحكام محاسبة

للسماح بتقييد الأرصدة الدائنة لأصحاب الحسابات الجارية البريدية في كتابات العون المحاسبي المركزي للخزينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ، المجموعة 4، حسابات عام 40، الحساب 401.004 المعنون "إيداع أرصدة أصحاب الحسابات الجارية البريدية في الخزينة".

يشكل هذا الحسابات الممسوك حضوريا من طرف العون المحاسبي المركزي للخزينة و بريد الجزائر واجهة الحساب المفتوح باسم الخزينة في كتابات بريد الجزائر و فقاً للأبواب المحددة في المادة 5 من القرار الوزاري المشترك المذكور أنفاً.

للسماح بتفريد إيداعات مستحقات الحسابات الجارية البريدية في الخزينة حسب الأبواب المذكورة أعلاه، يقسم الحساب 401.004 إلى 4 أسطور و التي تظهر كما هي في مدونة حساب الخزينة :

- السطر 001 : "إيداع أرصدة المحاسبين الرئيسيين للخزينة و الوكالات المالية".
- السطر 002 : "إيداع الأرصدة الدائنة للمحاسبين و الوكالات العموميين الآخرين".
- السطر 003 : "إيداع الأرصدة الدائنة لبنك الجزائر، و الأشخاص الطبيعيين و المعنويين الذين ليس لديهم محاسبون أو وكلاء عموميين".
- السطر 004 : "يتحرك رصد الصندوق".

التعليمة رقم 06 المؤرخة في 2007/02/14

الموضوع : علاقات خزينة بريد الجزائر.

- مسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين العموميين و تقييد الأرصدة الدائنة الموضوعة تحت تصرف الخزينة.

المرجع : - القانون رقم 03.02 المؤرخ في 2000/08/05، المتمم، يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و الإتصالات.
- المرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 2002/01/14 يتضمن إنشاء بريد الجزائر.
- المرسوم التنفيذي رقم 193.04 المؤرخ في 2004/07/15، يتعلق بمسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين و بفتح حساب جاري باسم "بريد الجزائر" في كتابات بنك الجزائر.
- قرار وزاري مشترك رقم SP/30 مؤرخ في 2005/09/22.

1- أحكام عامة

بمقتضى أحكام القرار الوزاري المشترك المذكور أعلاه، المأخوذ تطبيقا للمرسوم التنفيذي رقم 193.04 المؤرخ في 2004/07/15، تضمن مصالح بريد الجزائر باسم و لحساب الدولة مسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين و تضع تحت تصرف الخزينة الأرصدة الدائنة لأصحاب الحسابات الجارية البريدية.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العليمة لمسك، تسير و تقييد العمليات المدرجة في هذا الإطار.

تمثل الأرصدة المذكورة أعلاه إيداعات الحسابات الجارية البريدية لـ.

- المحاسبين الرئيسيين للخبزينة،
- قابضي الضرائب، الجمارك و الأملاك،
- الأعوان المحاسبين للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري،
- وكلاء ميزانيات الدولة و الجماعات الإقليمية،

ملحق 2

حالة التخليص نقدا رقم

مرجع الحساب الجاري البريدي / تزويد / تخليص للتوقيع

مركز

مفتاح

رقم ح.ج.ب

.....
.....
.....

(بالأحرف)

المبلغ المالي المستلم

دج.....

(بالأرقام)

تفصيل المبالغ المستلمة

أوراق بنكية			قطع		
المبالغ	العدد	الإقتطاعات	المبالغ	العدد	الإقتطاعات
		100			1000
		50			500
		20			200
		10			100
		05			//
		//			//
		//			//
		//			//
		المجموع			المجموع

ب :
تاريخ :
إمضاء و ختم البريد

للإقتناء ب
بتاريخ :
إمضاء المحاسب

ملحق 1

ختم البريد

سحب مطلوب لأجل :

.....

.....
.....
.....

(بالأحرف)

تاريخ الطلب

المبلغ المالي المستلم

دج.....

(بالأرقام)

مرجع الحساب البريدي الجاري
تزويد/تخليص للتوقيع

مركز

مفتاح

رقم ح.ج.ب

تفصيل المبالغ المستلمة

أوراق بنكية			قطع		
المبالغ	العدد	الإقتطاعات	المبالغ	العدد	الإقتطاعات
		1000			100
		500			50
		200			20
		100			10
		//			05
		//			01
		//			//
		//			//
		المجموع			المجموع

ب :
تاريخ :
رقم و ختم مكتب البريد

للإقتناء ب
بتاريخ :
إمضاء المحاسب

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- وزارة البريد و تكنولوجيايات الإعلام و الإتصال.
- المديرية العامة-بريد الجزائر.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية الجهوية للخرينة.

- حالة رصيد دائن :

- خصوم : 005.510/001

- أصول : 520.100

ج/ على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة :

(تطهير الحساب البريدي الجاري تزويد/ تلخيص للعون المحاسبي المركزي للخزينة).

- حالة رصيد مدين :

- خصوم : 520.100

- أصول : 520.200

- حالة رصيد دائن :

- خصوم : 520.200

- أصول : 520.100

في باب الإيرادات

أطلب منكم اسهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

- الوكالات المالية :

- خصوم 520.002 "حساب جاري بريدي لقابضي الوكالات المالية".

- أصول 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة.

III - عملية تطهير الحسابات الجارية البريدية - تزويد/تخليص :

تكون أرصدة الحسابات الجارية البريدية تزويد/تخليص بدورها موضوع تطهير كل سداسي لفائدة الحساب الجاري البريدي للضبط.

يتم التطهير بمبادرة من بريد الجزائر بالإفراغ لفائدة حساب الضبط.

فور إنجاز هذه العملية يتم القيام بالكتابات التالية :

أ) على مستوى المحاسبين المركزيين (أمناء خزائن الولايات) :

- حالة رصيد مدين :

- خصوم : 510.005/01

- أصول : 520.200

- حالة رصيد دائن :

- خصوم : 520.200

- أصول : 510.005/002

ب/ على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة :

(استيلاء الأرصدة الناجمة عن الحسابات الجارية البريدية تزويد/تخليص).

- حالة رصيد مدين :

- خصوم : 520.100

- أصول : 510.005/002

عند استيلاء طلبات تسوية التغيير السلبي للرصيد المعين على مستوى الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين المعينين، يقوم المحاسب الممرکز و في غياب دفتر الصكوك بإعداد في نسختين جدول (ملحق 3) يظهر عليه جميع التحويلات التي قامت بها مصالح بريد الجزائر لفائدة الحسابات الجارية البريدية المألوفة المعنية.

عند استيلاء جداول الدفع، تشرع مصالح بريد الجزائر في إجراء خصم على الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص بتزويد الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين المعينين.

يترتب عن عملية تطهير الرصيد السلبي للحسابات الجارية البريدية الألوفا للمحاسبين الرئيسيين للخزينة و محاسبي الوكالات المالية إجراء الكتابات التالية من طرف هؤلاء :

- على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة لحساب أمين الخزينة المركزية و أمين الخزينة الرئيسية :

- خصوم 510.005/01 : "نفقات مختلفة للتحويل للمحاسبي الرئيسيين"

- أصول 520.200 : "حساب جاري بريدي تزويد/تخليص"

عند استلام جداول التحويل يجري أمين الخزينة المركزي أو أمين الخزينة الرئيسي الكتابات المحاسبية التالية :

- خصوم 520.001 : "نقدي لدى المحاسبين الرئيسيين"

- أصول 510.005/02 : "نفقات مختلفة للتحويل للمحاسبين الرئيسيين"

- على مستوى أمناء خزائن الولايات و العون المحاسبي المركزي للخزينة :

- خصوم 520.001 : "نقدي لدى المحاسبين الرئيسيين"

- أصول 520.200 : "حساب جاري بريد - تزويد/تخليص"

- على مستوى أمناء خزائن الولايات لحسابات الوكالات المالية

- خزائن الولايات :

- خصوم 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة

- أصول 520.200 "حساب جاري بريدي - تزويد/تخليص"

تتم هذه العملية بإصدار صك بريدي مسحوب على حساباتهم المألوفة الشخصية لفائدة حساب تزويد/تخليص.

عند استيلاء الصك تقوم بريد الجزائر بالعملية التالية :

- خصوم الحساب الجاري البريدي المألوف للمحاسب الرئيسي المعني

- أصول الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص للمحاسب الممركز المعني

يترتب عن إصدار الصك إجراء الكتابات التالية على مستوى كتابات المحاسب المعني.

- خصوم الحساب 520.200 : حساب جاري بريدي - تزويد/تخليص .

- أصول الحساب 520.001 : حساب جاري بريدي للمحاسبين الرئيسيين .

بإمكان الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة و محاسبي الوكالات المالية أن تعمل على المكشوف.

في هذه الحالة، يكون الرصيد السلبي الذي يمثل المكشوف المسجل في هذه الحسابات موضوع تطهير دوري (شهرياً، أو سداسي) على الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص.

يتم هذا التطهير في التاريخ المحدد بموجب مذكرة مصلحة ، بمبادرة من المحاسبين الممركزين لحساباتهم الجارية البريدية المألوفة، و تلك الخاصة بالمحاسبين غير الممركزين التابعين لهم.

غير أنه يتعين على المحاسبين غير الممركزين إرسال طلب مكتوب للمحاسب الممركز التابعين له قبل اليوم المحدد، قصد تطهير الرصيد المعين لهذا بالتاريخ على مستوى حساباتهم الجارية البريدية.

- تطهير الأرصدة السلبية للحسابات الجارية البريدية للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة :

تتم عملية تطهير الأرصدة المثبتة السالبة للحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة من طرف العون المحاسبي المركزي للخبزينة لفائدة أمين الخبزينة المركزية و أمين الخبزينة الرئيسية و بطلب من هؤلاء، ومن طرف المحاسبين الممركزين للحسابات تزويد/تخليص للحسابات الجارية البريدية الألفة التي يمتلكونها، أو الحسابات الجارية البريدية المألوفة للوكالات المالية التابعة لهم.

فهو أسبوعي بالنسبة للحسابات الجارية البريدية للوكالات المالية، و سداسي بالنسبة للحسابات الجارية البريدية للمحاسبين الرئيسيين للخرينة.

1) التطهير على مستوى الوكالات المالية :

يكون مبلغ الرصيد المسجل على مستوى الحسابات الجارية البريدية المألوفة للوكالات المالية موضوع تطهير من طرف القابضين لفائدة الحساب الجاري البريد / تخليص.

تتم هذه العملية بإصدار صك على الحساب الجاري البريدي المألوف لفائدة الحساب الجاري تزويد/تخليص للمحاسب الممرکز الذي تلحق به الوكالة المالية.

عند استيلاء الصك المرسل من قبل القابض، تقوم بريد الجزائر بالعملية التالية :

- خصوم الحساب الجاري البريدي المألوف للوكالة المعنية
- أصول الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص للمحاسب الممرکز المعني

عند إصدار الصك يجري القابض لمعني العملية المحاسبية التالية :

- خصوم 520.004، 520.006، 520.010 حسب الحالة
- أصول 002.520 حساب جاري بريدي لقابضي الوكالات المالية

فور استيلاء الإشعار اليومي (كشف الحساب) للحسابات الجارية البريدي تزويد/تخليص من قبل المحاسب الممرکز، يقوم هذا الأخير بإجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- خصوم الحساب 520.200 حساب جاري بريدي - تزويد/تخليص .

- أصول الحساب 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة.

2) التطهير على مستوى المحاسبين الرئيسيين للخرينة :

عند نهاية كل سداسي يكون الرصيد المسجل على مستوى الحسابات الجارية البريدية المألوفة لمحاسبية الخرينة موضوع تطهير من قبل هؤلاء، لفائدة الحسابات الجارية البريدي تزويد/تخليص الذي يقومون بتركيز عملياته أو الحساب الجاري البريدي تزيد/تخليص للمحاسب الممرکز التابعين له (حالة أمين الخرينة المركزية، وأمين الخرينة الرئيسي).

- على مستوى المحاسبين المركزيين - أمناء خزائن الولايات :

- خصوم 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة.

- أصول 520.200 : حساب جاري بريدي - تزويد/تخليص.

I - 2/ إنجاز عمليات التخليص :

خلافا لعملية "التزويد" فإن عملية تخليص صندوق محاسبي الوكالات المالية لدى قابضات البريد، يمكن إنجازها بدون أي إشعار مسبق.

يتم الدفع على أساس حالة تخليص كما هي مبينة في الملحق II، مدعم بحوالة بطاقيّة محررة با لإسم اللاشخصي للمحاسب الممركز صاحب الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص التابعين له، و يترتب عن ذلك إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى الوكالات المالية :

- خصوم الحساب 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة

- أصول الحساب 520.004، 520.006 : نقدي لدى قابضي الوكالات المالية

- على مستوى المحاسبين المركزيين - أمناء خزائن الولايات :

- خصوم الحساب 520.200 : حساب جاري بريدي - تزويد/تخليص.

- أصول الحساب 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة.

II - عمليات تطهير الحسابات الجارية البريدية المألوفة :

يقوم المحاسبون الرئيسيون للخزينة، و محاسبو الوكالات المالية و بانتظام بعمليات تطهير حسابهم الجاري البريدي المألوف على الحساب الجاري البريدي تزويد/تخليص.

يتم إنجاز تطهير الحسابات الجارية البريدية المألوفة بمبلغ الرصيد الايجابي المسجل على مستوى هذه الحسابات.

- في الخصوم :

- عمليات تخليص الصندوق من طرف محاسبي الوكالات المالية،
- عمليات "تطهير" الرصيد المدين في الحسابات الجارية البريدية المألوفة لمحاسبي الوكالات المالية،
- عمليات "تطهير" الرصيد المدين في الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة،
- الرصيد الدائن المستخرج من نفس هذا الحساب أثناء تطهيره لفائدة حساب "الضبط".

- عمليات التزويد و التخليص :

- عمليات تزييد و تخليص الصندوق لدى قابضات البريد، تتم بمبادرة من محاسبي الوكالات المالية، على الحساب الجاري البريدي تزويد و تخليص المفتوح لهذه الغاية باسم المحاسبين الممركزين التابعين لهم.
- غير أنه إذا كانت عملية تخليص الصندوق لا تحتاج إلى أي شرط خاص، فإن عملية التزويد لا يمكن أن تنجز من طرف محاسبي الوكالات المالية إلا في حالات استثنائية و بترخيص مسبق من المحاسب الممركز التابعين له.
- فعلية و بصفتهم المحاسبين المكلفين أساس بتحصيل الإيرادات العمومية، فلا يمكن لمحاسبي الوكالات المالية الشروع في طلب أموال نقدا.

I-1 / إنجاز عمليات التزويد :

- تتم عملية تزويد صندوق محاسبي الوكالات المالية على أساس طلب نموذج عنه في الملحق 1 يتقدم به المحاسب المعني لدى قباضة البريد 48 ساعة قبل تاريخ عملية سحب الأموال.
- سحب الأموال يكون مرتبط بتقديم وثيقة ثبوتية موقعة من طرف كل من المحاسب المعني و الممثل المحلي للبريد.

هذه العملية يترتب عنها تحرير الكتابات التالية :

- على مستوى الوكالات المالية :

- خصوم 100.002 : "نقدي لدى قابضي الوكالات المالية".

- أصول 520.004، 520.006، 520.010 : حسب الحالة.

يتم إعتقاد محاسبي الوكالات المالية لدى مركز الصكوك البريدية من قبل المحاسبين المركزيين التابعين لهم.

هذه الحسابات التي تعمل بدون دفتر صكوك، من شأنها توضيح عماليات تزويد و تخليص الصندوق التي تمت بواسطة محاسبي الوكالات المالية.

كما تسمح هذه الحسابات أيضا بعمليات تطهير أرصدة الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة و محاسبي الوكالات المالية سواء كانت دائنة أو مدينة.

و عليه يقوم المحاسبون الرئيسيون للخبزينة و محاسبو الوكالات المالية دوريا بعمليات تطهير حساباتهم الجارية البريدية المألوفة على الحساب الجاري البريدي "تزويد و تخليص".

العمليات المسجلة يوميا في حساب "تزويد- تخليص" يترتب عنها تحرير كشف يومي من قبل بريد الجزائر لأمناء الخزائن المركزيين يسمح بالتكفل المحاسبي لهذه العمليات من قبل الخبزينة.

يكون الحساب "تزويد- تخليص" موضوع تطهير كل ستة أشهر، يتم هذا التطهير بإفراغه في الحسابات الجارية البريدي "للضبط".

2- أحكام عامة

للسماح بتقييد عمليات التزويد و التخليص في كتابات المحاسبي المركزيين و كذا عمليات تطهير الحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة و محاسبي الوكالات المالية في كتابات المحاسبين المركزيين، يفتح ضمن مدونة حسابات الخبزينة، المجموعة 5، حساب عام 52، الحساب رقم 520.200 المعنون "حساب جاري بريدي للتزويد و التخليص".

يصنف هذا الحساب في الباب 14 للوضعية العشرية، و يعمل فقط في كتابات المحاسبين الرئيسيين للخبزينة المركزيين (العون المحاسبي المركزي للخبزينة و أمناء خزائن الولايات) و يسجل :

- في الأصول :

- عمليات التزويد التي تمت من طرف محاسبي الوكالات المالية لتمويل صناديقهم،
- عمليات تطهير الرصيد الدائن للحسابات الجارية البريدية المألوفة لمحاسبي الوكالات المالية،
- عمليات تطهير الرصيد الدائن للحسابات الجارية البريدية المألوفة للمحاسبين الرئيسيين للخبزينة،
- الرصيد المدين المستخرج من نفس هذا الحساب عند تطهيره لفائدة حساب "الضبط".

التعليمة رقم 05 المؤرخة في 2007/02/14

الموضوع : كفيات سير الحساب الجاري البريدي "تزيد و تخلص".

- المرجع : - قانون رقم 03.2000 المؤرخ في 2000/08/05، متمع، يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و الموصلات السلكية و اللاسلكية.
- المرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 2002/01/14 المتضمن إنشاء بريد الجزائر.
- المرسوم التنفيذي رقم 193.04 المؤرخ في 2004/07/15، يتعلق بمسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين و الوكلاء العموميين و فتح حساب جاري باسم بريد الجزائر في كتابات بنك الجزائر.
- قرار وزاري مشترك رقم SP/30 مؤرخ في 2005/09/22.

تهدف هذه التعليمة إلى تحديد كفيات سير الحساب الجاري البريدي تزيد و تخلص.

1- أحكام عامة

في إطار العلاقات بين الخزينة و بريد الجزائر، تقضي أحكام المواد 16 و ما يليها من القرار الوزاري المشترك المشار له في المرجع، بفتح حساب جاري بريدي في كتابات بريد الجزائر بعنوان "حساب التزيد و التخلص".

على غرار الحسابات البريدية الجارية المألوفة لجمال المحاسبين الرئيسين للخزينة و محاسبي الوكالات المالية، الحسابات الجارية البريدية تزيد / تخلص فتحت حصريا :

- بالإسم اللاشخصي للعون المحاسبي المركزي بصفة محاسب ممرکز تلحق به الخزينة المركزية و الخزينة الرئيسية.
- بالإسم اللاشخصي الأمان خزائن الولايات بصفتهم ممرکزين تلحق بهم الوكالات المالية التابعة لنفس المقاطعة الإقليمية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

التعليمية رقم 04 المؤرخة في 2007/02/13

تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم 28 المؤرخة في 1996/12/21

الموضوع : إقتناء الدولة لأملك عقارية لدى متعاملين عقاريين عموميين أو خواص.

المرجع :- القانون رقم 314.82 المؤرخ في 1982/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 1983 لاسيما المواد 157.
- المرسوم التنفيذي رقم 454.91 المؤرخ في 1991/12/23 لاسيما المادة 15 منه.
- التعليمية م ع م / م ع ا و رقم 28 المؤرخة في 1996/09/21 معدلة و متممة تتضمن إقتناء الدولة لأملك عقارية لدى متعاملين عقاريين عموميين أو خواص.

تمدد الأحكام الإنتقالية المنصوص عليها بموجب التعليمية رقم 28 المؤرخة في 1996/09/21 المشار إليها في المرجع، إلى غاية 2007/12/31.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية

المديرية الجمهورية للخزينة لـ

خزينة ولاية

رقم

مذكرة رفض (1)

- مكتب بريد :

- مبلغ ب دج :

- منح جزائرية

- منح فرنسية

- منح مغربية

- أخرى

السبب :

.....

.....

المرسل إليه :

السيد القابض الرئيسي لبريد :

يوم

إشعار باستلام الوثائق المبينة أعلاه

يوم

إمضاء القابض الرئيسي.

- خصوم 04/500033/02/99 "عمليات خاصة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين من طرف الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة"
- أصول 431.044 "تفريغ الصندوق، فيما يخص المنح القابلة للدفع لدى مكاتب البريد".

تبقي باقي أحكام التعليلة رقم 47 المؤرخة في 5/12/2006 بدون تغيير.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولاية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية الجهوية للخرينة.
- بريد الجزائر.
- الخزينة المركزية.

أحكام محاسبية

(1) في حالة تسليم غير خاطئ

(2) حالة تسليم خاطئ

في حالة إذا اظهر هذا التسليم خطأ، يرسل رفض جزئي أو كلي إلى القابض الرئيسي المعني.

يتم هذا الرفض بإرسال الوثائق الثبوتية مصحوبة بمذكرة رفض تم إعدادها في ثلاثة نسخ، إثنان منها تكونان بمثابة إشعار إستيلاء.

تظهر مذكرة الرفض المرفق طيه نموذج منها،

- مبلغ الوثائق المرفوضة

- طبيعه الوثائق المعادة

- مكتب أو مكاتب البريد المعنيين

للسماح بتسوية الرصيد المدين الموجود على مستوي الحسابات 431.044، يرسل أمين الخزينة إلى الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة نسخة من مذكرة الرفض متضمنة إشعار إستيلاء القابض الرئيسي.

بعد تثبيت و حوصلة مجمل المرفوضات التي تمت فيما يخص التسليم الشهري، يقدم الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

طلب إعادة دفع الأموال إلى بريد الجزائر.

فور إثبات إعادة الدفع، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في تحويل المبالغ التي ترجع إلى كل مركز محاسبي بإجراء الكتابة المحاسبية ثابتة التالية :

- خصوم 110.001 "حساب تسوية مفتوح لدى بنك الجزائر"

- أصول 500.033/01 "عمليات خاصة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين من طرف الوكيل المحاسبي

المركزي للخزينة"

عند إستيلاء هذه التحويلات، بسجل أمناء الخزائن المعنيين العملية التالية :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

التعليمة رقم 03 المؤرخة في 2007/02/07

تعديل و تتمم التعليمة رقم 47 المؤرخة في 2006/12/25

الموضوع : كيفيات تطبيق أحكام الاتفاقية التي تسير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر في مجال دفع المنح الجزائرية و حوالات دفع النفقات الخارجة عن المصلحة.

المرجع : - القانون رقم 03.2000 المؤرخ في 05.08.2000 الذي يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و المواصلات لاسيما المادة 116 منه،
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28.12.2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 58 منه،
- لمرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 14.01.2002 المتضمن إنشاء بريد الجزائر،
- التعليمة رقم 4 المؤرخة في 23.03.2004،
- الاتفاقية المؤرخة في 13.11.2004 التي تسير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر،
- التعليمة رقم 47 المؤرخة في 25 ديسمبر 2006.

تهدف هذه التعليمة إلى تعديل و تتمم أحكام التعليمة رقم 47 المؤرخة في 25 ديسمبر 2006.

فتح الحسابات

للسماح بتقييد الى غاية السطر 002 "تسبيق للخزينة الفرنسية اتفاقية مؤرخة في 1974/08/08" (بدون تغيير).

على مستوى الحساب 431.038 : دفع فيما تخص المنح

تفتح السطور التالية ضمن الحساب 431.038 "دفع فيما يخص المنح"

- السطر 001 : دفوعات لدى صناديق الخزينة

- السطر 002 : دفوعات عن طريق التحويل (بريد مصرفي أو الخزينة)

- السطر 003 : دفوعات لدى مكاتب البريد

- السطر 004 : دفوعات لدى قبضات الضرائب

المرسل إليهم :

- السيد وزير الدولة وزير الداخلية والجماعات المحلية.
- السيد رئيس مجلس المحاسبة.
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية.
- السيد رئيس مفتشية المصالح المحاسبية.
- السيد المدير العام للخزينة.
- السيد المدير العام للميزانية.
- السادة الولاية.
- السادة مدراء الخزائن الجهوية.
- السيد العون المحاسبي المركزي للخزينة.
- السيد أمين الخزينة المركزية.
- السيد أمين الخزينة الرئيسية.
- السادة أمناء الخزائن الولائية.

على المستوى المحلي يتم تحرير حوالة النفقات من طرف الولاية بالتقييد في الفصل 37.15 "مصالح لامركزية للدولة - إنتخابات" على أساس تفويض إعتمادات يتم وضعها من طرف المصالح المركزية.

III- إقفال العملية "إنتخابات" :

تقفل نهائيا العمليات المحاسبية المرتبطة بسير إنتخابات التشريعية بتاريخ 31 جويلية 2007.

IV- دفع النفقات :

يتم تسوية النفقات المأمور بصرفها و المحرر حوالاتها في هذا الإطار من طرف المحاسبين العموميين طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

V- دفع النفقات عن طريق الوكالات :

نظرا للطابع الاستثنائي الذي تكتسبه العملية "إنتخابات" لاتخضع النفقات المدفوعة عن طريق الوكالات لأي سقف.

لأسباب تسهيلية و طبقا لأحكام المادة 13 من المرسوم التنفيذي رقم 93 - 108 المؤرخ في 05 ماي 1993 المحدد لكيفيات إنشاء، تنظيم و سير وكالات الإيرادات و النفقات، يمكن إحداث وكالات فرعية من طرف الولاية على مستوى كل دائرة.

على الوكلاء تقديم إثبات النفقات التي تمت من طرفهم قبل أجل إقفال الإلتزامات المحدد آنفا و ذلك للسماح بإلتزامهم و الأمر بصرفهم و تحرير حوالاتهم في الأجل المطلوب.

على السادة الأمرين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين العموميين المعينين السهر على التطبيق الصارم لأحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

التعليمة رقم 07/02 المؤرخة في 2007/04/03

الموضوع: كفيات التزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير انتخابات التشريعية المقرر إجراؤها في 2007/05/17.

المرجع: المرسوم الرئاسي رقم 07-61 المؤرخ في 2007/02/15 المتضمن إستدعاء هيئة الناخبين لانتخاب أعضاء المجالس الشعبية و الولائية.

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح كفيات إلتزام و تقييد النفقات المرتبطة بسير انتخابات التشريعية المقرر إجراؤها في 2007/05/17.

I- إلتزام النفقات :

للسماح بتقييد سليم للعمليات المرتبطة بسير الانتخابات التشريعية المقرر إجراؤها في 17 ماي 2007 فقد حدد أقصى تاريخ لإقفال التزامات النفقات التي تدخل في هذا الإطار بستين (60) يوما بعد الإقفال الرسمي للاقتراع.

في هذا الشأن فإن الأمرين بالصرف المعنيين مدعوون على السهر على إيداع كل إلتزامات النفقات التي تمت من طرفهم لدى المراقب المالي المختص قبل إنقضاء الأجل السالف الذكر.

II- الأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات :

حدد التاريخ الأقصى لإيداع أوامر الصرف و الحوالات لدى الخزينة و الصادرة من طرف الأمرين بالصرف المختصين في إطار أحكام التعليمة هذه بخمسة وستين (65) يوما بعد الإقفال الرسمي للاقتراع.

يتم الأمر بصرف النفقات من طرف المصالح المركزية لوزارة الداخلية و الجماعات المحلية بالتقيد في الفصول التالية :

- 37.05 إدارة مركزية - انتخابات

- 37-05 المديرية العامة للمواصلات السلكية و اللاسلكية الوطنية - انتخابات

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخرينة.
- المديرية العامة للضرائب (و تبليغ قابضي الضرائب).
- المديرية الجهوية للخرينة.
- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

التعليمة رقم 02 المؤرخة في 2007/01/28

الموضوع : كفيات تقييد ناتج الضريبة الجزافية الموحدة.

المرجع : القانون رقم 24.06 المؤرخ في 2006/12/26 المتضمن قانون المالية لسنة 2007 لاسيما المادة 2 منه.

أحدثت أحكام المادة 2 من القانون المشار إليه في المرجع و المتضمن قانون المالية لسنة 2007، ضريبة جزافية موحدة.

للسماح بتقييد و توزيع هذا الناتج، يفتح ضمن مدونة حسابات الخزينة، المجموعة 5، الحساب العام 50، الحساب رقم 500.029 المعنون "ناتج الضريبة الخرافية الموحدة للتوزيع".

فضلا عن ذلك، و قصد الشروع في تفريد الحصص الناجمة عن توزيع هذا الناتج، يفتح السطران أدناه ضمن الحسابين رقم 201.001 "ناتج الضرائب المباشرة" و رقم 500.019 "تحويل ناتج الرسوم إلى أمن الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية".

- حساب 201.001 السطر 107 : معنون "ناتج 50% من الضريبة الجزافية الموحدة".

- حساب 500.019 السطر 15 : المعنون "ناتج 5% من الضريبة الجزافية الموحدة".

يظهر هذا السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

- في باب النفقات :

- النفقات المرتبطة بالفرق الوطنية قصد المشاركة في الألعاب الإفريقية التاسعة،

تبقي باقي أحكام التعليلة رقم 42 المؤرخة في 14/11/ بدون تغيير 2005.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الشبيبة و الرياضة.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولاية.

التعليمة رقم 01 المؤرخة في 2007/02/03

تعديل و تتمم التعليمة رقم 42 المؤرخة في 2005/11/14

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 "الصندوق الوطني لتحضير و تنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة".

المرجع :- الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 25 منه.
- الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 2006/07/15 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006 لاسيما المادة 24 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 435.06 المؤرخ في 27 نوفمبر 2006 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 المعنون "الصندوق الوطني لتحضير الفرق الوطنية قصد المشاركة في الألعاب الإفريقية التاسعة".
- التعليمة رقم 42 المؤرخة في 2005/11/14.

تطبيقا لأحكام المادة 24 من الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 2006/07/15 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006 و المرسوم التنفيذي رقم 435.06 المؤرخ في 2006/11/72 المأخوذ تطبقا له، تعديل و تتمم احكام التعليمة رقم 42 المؤرخة في 2005/11/14 كما يلي :

يعنون الحساب رقم 302.118 "الصندوق الوطني لتحضير الفرق الوطنية قصد المشاركة في الألعاب الإفريقية التاسعة".

أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.118 :

- في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،
- مساهمات الهيئات الوطنية،
- الهبات و الوصايا،

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

مناشير			
91	ترميز الأمرين بالصرف.	2007/01/15	01
93	ترميز الأمرين بالصرف.	2007/04/01	02
95	ترميز الأمرين بالصرف.	2007/09/16	03
97	ترميز الأمرين بالصرف.	2007/11/27	04
99	ترميز الأمرين بالصرف.	2007/11/27	05
101	ترميز المراكز المحاسبية.	2007/12/12	06

44	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.116 المعنون "الصندوق الخاص للتنمية الاقتصادية للهضاب العليا".	2007/03/07	09
55	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 معنون "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب".	2007/03/07	10
64	الأقساط الشهرية للدفع عن طريق التحويل لمنح المجاهدين و ذوي الحقوق، الضحايا المدنيين و ضحايا المتفجرات.	2007/03/21	11
66	ديون المؤسسات العمومية الاقتصادية المنحلة.	2007/03/21	12
68	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب".	2007/03/27	13
70	العلاقات خزينة - بريد الجزائر.	2007/05/23	14
73	تقييد ناتج الإتاوة فيما يخص الجباية البترولية.	2007/06/04	15
76	قرض "الصندوق السعودي للتنمية" رقم 443/20 تمويل مشروع بناء و تجهيز مدارس ثانوية في عدة ولايات بالجزائر.	2007/06/06	16
77	تطهير الحسابات الجارية البريدية التقليدية للمحاسبي الرئيسيين للخزينة و قابضي الوكالات المالية.	2007/07/08	17
80	- التسيير المحاسبي للمتحف الوطني للزخرفة و المنمنمات و فن الخط. - إنشاء حساب فرعي رقم 73 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2007/08/20	18
82	- التسيير المحاسبي للمتحف الوطني للفن الحديث و المعاصر. - إنشاء حساب فرعي رقم 74 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2007/08/20	19
84	كيفية التزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير إنتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولائية المقرر إجراؤها في 29 نوفمبر 2007.	2007/11/14	20
87	تسديد منح المجاهدين الممنوحة إلى الرعايا الأجانب.	تعليمية وزارية مشتركة	

فهرس

القوانين التي أنشئت في سنة 2007

رقم	تاريخ	الموضوع	الصفحة
		تعليمات	
01	2007/02/03	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 "الصندوق الوطني لتحضير و تنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة".	9
02	2007/01/28	كيفية تقييد ناتج الضريبة الجزائرية الموحدة.	11
07/02	2007/04/03	كيفية التزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير انتخابات التشريعية المقرر إجراؤها في 2007/05/17.	13
03	2007/02/07	كيفية تطبيق أحكام الاتفاقية التي تسير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر في مجال دفع المنح الجزائرية و حوالات دفع النفقات الخارجة عن المصلحة.	16
04	2007/02/13	إقتناء الدولة لأملك عقارية لدى متعاملين عقاريين عموميين أو خواص.	20
05	2007/02/14	كيفية سير الحساب الجاري البريدي "تزويد و تخلص".	21
06	2007/02/14	علاقات خزينة بريد الجزائر. - مسك و تسير الحسابات الجارية البريدية للمحاسبين العموميين و تقييد الأرصدة الدائنة الموضوعة تحت تصرف الخزينة.	34
07	2007/02/14	سير حساب الضبط الجاري البريدي. - فتح حساب.	39
08	2007/03/07	- التسيير المحاسبي للمرصد الوطني للتربية و التكوين. - إنشاء حساب فرعي رقم 55 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	42

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

مجموعة

التعليمات و المناشير

2007